RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 01224
Numéro SIREN : 330 598 616
Nom ou dénomination : CARMA

Ce dépôt a été enregistré le 29/08/2019 sous le numéro de dépôt 13086

# Greffe du tribunal de commerce d'Evry

## Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 29/08/2019

Numéro de dépôt : 2019/13086

Déposant :

Nom/dénomination : CARMA

Forme juridique : Société anonyme

N° SIREN : 330 598 616

N° gestion : 1997 B 01224

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry
Le : 29 AOUT 2019
Numéro: 13086

**CARMA**

Société anonyme au capital de 23 270 000 Euros
ENTREPRISE REGIE PAR LE CODE DES ASSURANCES
Siège social : 4-8 rue du Marquis de Raies - 91008 EVRY CEDEX
330 598 616 RCS EVRY

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

**DU 20 MAI 2019**

**RESOLUTION APPROUVANT LES COMPTES CONSOLIDES**

**DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 établis selon les normes françaises, approuve les comptes consolidés dudit exercice, tels qu'ils lui sont présentés, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

POUR COPIE CONFORME

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

assurance

# Carma

SA au capital de 23 270 000 Euros
ENTREPRISE REGIE PAR LE CODE DES ASSURANCES
Siège social : 4-8 rue du Marquis de Raies
- 91008 EVRY CEDEX
330 598 616 RCS EVRY

# Rapport de gestion au 31 décembre 2018

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# RAPPORT DE GESTION PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 20 MAI 2019

Chers actionnaires,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale, conformément aux dispositions légales et statutaires, pour vous rendre compte de l'activité de votre société au cours de l'exercice qui a commencé le 1er janvier 2018, soumettre à votre approbation le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2018, et vous demander d'approuver les résolutions que nous vous proposons.

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# Table des matières


1 Informations économiques ..... 4
1.1 Faits marquants ..... 4
1.2 Situation de la société durant l'exercice écoulé (article L232-1 II du code de commerce) ..... 5
1.2.1 COMPTES SOCIAUX ..... 5
1.2.2 COMPTES CONSOLIDES ..... 8
1.3 Affectation du résultat et dividendes (article 243 bis du code général des impôts) ..... 10
1.4 Dispositions de l'article L225-100-1 I du code du commerce ..... 10
1.4.1 Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires ..... 10
1.4.2 Indicateurs clefs de performance de nature financière et, le cas échéant, de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel ..... 10
1.4.3 Description des principaux risques et incertitudes ..... 13
1.4.4 Indications sur ses objectifs et sa politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions prévues pour lesquelles il est fait usage de la comptabilité de couverture, ainsi que sur son exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie ..... 14
1.5 Activités en matière de recherche et développement (article L232-1 II du code du commerce) ..... 14
1.6 Succursales existantes (article L232-1 II du code du commerce) ..... 14
1.7 Activités et résultats des filiales et des sociétés contrôlées par branche d'activité (article L233-6 du code du commerce) ..... 14
1.8 Tableau des résultats financiers de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices (article R225-102 du code du commerce) ..... 15
1.9 Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport de gestion (article L232-1 II du code du commerce) ..... 15
1.9.1 Progrès réalisés et difficultés rencontrées ..... 15
1.9.2 Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir ..... 15
1.9.3 Évènements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice ..... 15

2 Informations juridiques ..... 16
2.1 Informations visées à l'article L225-102 du Code de Commerce ..... 16
2.2 Opérations de rachat d'actions (article L225-211 al. 2 du code du commerce) ..... 16
2.3 Attributions de stock-options (article L225-185 al. 4 du code du commerce) ..... 16
2.4 Attributions d'actions gratuites (article L225-197-1 II al. 4 du code du commerce) ..... 16
2.5 Aliénations d'actions (article R233-19 al. 2 du code du commerce) ..... 16
2.6 Actionnariat (article L233-13 du code du commerce) ..... 16
2.7 Approbation des dépenses fiscalement non déductibles visées au 4 de l'article 39 du code général des impôts ..... 16
2.8 Délais de paiements clients et fournisseurs (article L441-6-1 al.1 du code de commerce) ..... 17
2.9 Montants des prêts à moins de 2 ans octroyés à des micro-entreprises, des petites et moyennes entreprises ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elles entretiennent des liens économiques le justifiant (article L511-6 3°bis alinéa 2 du code monétaire et financier) des prêts inter-entreprises consentis dans le cadre de l'article L511-6 3 bis du code monétaire et financier ..... 17
2.10 Pratiques anticoncurrentielles (article L464-2 al. 5 du code de commerce) ..... 17
2.11 Conventions visées à l'article L225-38 du code de commerce ..... 17

3 Informations sociales, sociétales et environnementales ..... 17
3.1 Informations sur les conséquences sociétales et environnementales, prévues par la Déclaration de Performance Extra Financière (DPEF), visées à l'article L225-102-1 du code de commerce ..... 17
3.2 Informations visées à l'article L225-102-2 du code de commerce relatif aux installations présentant un danger particulièrement important pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement ..... 17

4 Informations diverses ..... 18
4.1 Situation des mandats des commissaires aux comptes ..... 18
4.2 Situation des mandats des administrateurs ..... 18
4.3 Situation des mandats des dirigeants ..... 18
4.4 Rapport sur le gouvernement d'entreprise ..... 18




Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# 1 Informations économiques

## 1.1 Faits marquants

**L'année 2018 a été marquée par les principales réalisations suivantes :**

**Restructuration du Groupe Carma**

Le Groupe Carma était composé, avant la restructuration, de la société Carma (assurance IARD), la mère, et de trois filiales : Lybernet Assurances (assurances IARD et gestion pour compte), Carmavie (assurance vie) et Carma Courtage (courtage et prestations de services en assurance).

La restructuration du Groupe s'est articulée autour de 2 opérations principales :

- Un apport partiel d'actifs de la Branche Complète d'Activité « Gestion pour compte » de la société Lybernet Assurances à la société Lybernet (ex Carma Courtage) ;
- Une fusion simplifiée par absorption de la société Lybernet Assurances par la société Carma avec transfert de portefeuille, sous réserve de l'autorisation de l'ACPR.

Ces opérations ont entrainé le transfert du portefeuille des contrats d'assurance de la société Lybernet Assurances au profit de la société Carma (autorisé par l'ACPR le 23 décembre 2018) et la dissolution de plein droit de la société Lybernet Assurances, le 23 décembre 2018, étant précisé que la société Carma Courtage a changé de dénomination sociale le 20 novembre 2018 pour devenir la société Lybernet.

Ces opérations de restructuration du Groupe Carma ont permis de simplifier l'organisation du Groupe en renforçant le positionnement de la société Carma dans son rôle de structure de référence en assurance IARD au sein du Groupe et en reclassant l'activité de « Gestion pour compte » développée par Lybernet Assurances au sein de la société Lybernet (ex Carma Courtage) afin de créer une structure unique experte en distribution et gestion pour compte.

**Gouvernance**

Les évolutions de la Gouvernance de la société Carma, au cours de l'année 2018, ont été les suivantes :

- Nomination de Frédéric Mazurier en qualité de président du conseil d'administration de Carma en lieu et place de Gauthier Durand Delbecque, démissionnaire, lors du conseil d'administration du 30 janvier 2018 ;

- Mise en place d'un comité des rémunérations lors du conseil d'administration du 30 janvier 2018 ;

- Nomination de Fabrice Lecuyer enqualité de directeur général de Carma en lieu et place de Pierre Olivier Grall, démissionnaire, lors du conseil d'administration du 19 décembre 2018.

**Innovation**

L'année 2018 a été marquée par le lancement de l'assurance en libre-service dans les formats hypermarchés, supermarchés, et magasins de proximité du groupe Carrefour en France. Les produits concernés sont les suivants : l'assurance scolaire et extra-scolaire et la garantie Multi Nomades (lancés à l'été 2018), et la garantie Panne + 2 ans d'extension de garantie Console de jeux (lancée en fin d'année).



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

**Produits**

L'extension de garantie Panne (+1 an / +2 ans / +3 ans) pour les appareils nomades a été ajoutée à la gamme de garanties électroménager (limitée uniquement aux PC portables pour l'Hyper).

Les appareils des catégories « accessoires et composants, périphériques, et objets connectés » peuvent désormais être assurés sur le site « Rue du Commerce ».

Une refonte du site internet de « Carrefour Assurance » a été livrée en juin 2018. Les produits pouvant être souscrits sur ce site sont les suivants : Auto, MRH, Garantie Multi Nomades, Assurance santé chien / chat, Protection Famille, Protection Avenir, Assurance scolaire et extra-scolaire, garantie Panne + 2 ans Console de jeux, Assurance Santé. Le site permet également aux clients libre-service de souscrire au produit d'assurance choisi via un parcours dédié.

## 1.2 Situation de la société durant l'exercice écoulé (article L232-1 II du code de commerce)

### 1.2.1 COMPTES SOCIAUX

#### 1.2.1.1 Compte de résultat

##### 1.2.1.1.1 Compte de résultat technique

**Produits**

**Primes acquises**
Au titre de l'exercice 2018, la société a acquis 199 711 K€ bruts de cession contre 183 212 K€ en 2017, soit une augmentation de 16 499 K€ (+9 %), principalement due à l'effet conjugué de la reprise en 2018 du portefeuille IARD de la société Lybernet Assurances, d'une forte dynamique commerciale en vente à distance sur L'IARD et d'une baisse de l'activité assurance emprunteur et extensions de garanties en France.

Ainsi nous relevons que le montant de primes émises s'élève à 199 108 K€ contre 179 343 K€ en 2017, soit une hausse de 11 % en grande partie due à l'absorption de la société Lybernet Assurances au 1er janvier 2018.

La part de primes cédées aux réassureurs a augmenté de 12 % entre les 2 exercices, passant ainsi de 14 230 K€ à 15 959 K€, soit + 1 729 K€, lié à une légère augmentation des conditions de réassurance et à la reprise du portefeuille IARD de Lybernet Assurances.

Ainsi, les primes nettes de réassurance s'élèvent à 183 761 K€ contre 168 630 K€ en 2017.

**Produits des placements alloués**
La société enregistre 2 629 K€ de placements alloués en 2018 contre 3 468 K€ en 2017, soit une baisse de - 24 % à hauteur de - 839 K€. Cette baisse est principalement due à celle des produits de réalisation des placements pour - 1 299 K€ avec l'absence de vente de titres de placement sur 2018, à la baisse des revenus des placements pour - 776 K€ et des dividendes reçus des filiales pour - 412 K€.

**Autres produits techniques**
La société comptabilise 1 629 K€ en 2018 contre 1 692 K€ en 2017, soit une baisse de - 4 % à hauteur de - 63 K€.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## Charges

**Charge des sinistres**
La société estime la charge des sinistres brute de cessions à 74 968 K€ en 2018 contre 72 115 K€ en 2017, soit une hausse de 3 %, à hauteur de 2 853 K€. La part de sinistres cédés aux réassureurs passe de - 6 160 K€ en 2017 à - 4 794 K€ en 2018, contribuant ainsi à une augmentation de la charge nette des sinistres pour 79 762 K€ en 2018 contre 78 275 K€ en 2017 soit une hausse de 1 %, à hauteur de 1 487 K€. Cette hausse modérée se traduit par une amélioration de la sinistralité à périmètre constant d'une part, et par une hausse de la charge de sinistre suite à la reprise du portefeuille IARD de Lybernet Assurances d'autre part.

**Frais d'acquisition et d'administration**
La société comptabilise 95 977 K€ de frais d'acquisition et d'administration en 2018 contre 86 441 K€ en 2017, soit une hausse de 11 %, due principalement à l'augmentation des commissions versées à Lybernet (ex-Carma Courtage) suite aux impacts de la fusion-absorption de Lybernet Assurances (commissions de gestion dues à la reprise du portefeuille assurance de Lybernet Assurances,...). Ces frais correspondent principalement aux commissions versées à nos intermédiaires de commercialisation et de gestion des produits (dont Lybernet sur l'IARD).
Le taux de frais d'acquisition rapporté aux primes brutes est stable à 41 % en 2018 (comme en 2017).

**Résultat technique**
Le résultat technique présente une forte augmentation, de 33 %, à 12 430 K€ en 2018 contre 9 374 K€ en 2017, du fait de l'amélioration de la charge de sinistres.

### 1.2.1.1.2 Compte de résultat non technique

**Produits des placements** (cf. note sur produits des placements alloués)

**Charge des placements**
La charge des placements atteint 1 827 K€ contre 1 507 K€ en 2017, soit une hausse de 21 % à hauteur de 321 K€, due à la hausse des frais internes et externes des placements représentant 80 K€ et aux moins-values sur la cession de titres pour 175 K€.

**Placements transférés**
Confère supra.

**Résultat net**
Le résultat net de l'exercice est bénéficiaire à hauteur de 5 533 K€ contre 5 936 K€ en 2017, soit une baisse de – 7 %, après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 8 314 K€ contre une charge d'impôt de 5 100 K€ en 2017.

### 1.2.1.2 Bilan

### 1.2.1.2.1 Actif

**Immobilisations incorporelles nettes**
Les actifs incorporels représentent 11 676 K€ en 2018 contre 12 298 K€ en 2017, soit une baisse de - 5 % à hauteur de - 622 K€ et sont constituées des développements informatiques nécessaires au développement de l'activité commerciale.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

**Placements**

La société enregistre 260 508 K€ de placements en 2018 contre 221 337 K€ en 2017, soit une augmentation de 18 %, à hauteur de 39 171 K€, liée principalement à l'absorption de Lybernet Assurances. La majorité de son portefeuille est constituée d'obligations cotées et d'OAT à hauteur de 209 335 K€. La société a également investi dans des placements sur fonds immobiliers et dans des parts d'OPCVM pour 14 869 K€.

Enfin, les titres de participation sur les filiales représentent 10 706 K€.

Les plus-values latentes sur le portefeuille sont de 8 103 K€. Les placements sont composés à 41 % de titres AA, l'échelle de notation financière allant de AA à BBB.

**Part des réassureurs**

Provisions pour primes non acquises

La société comptabilise 780 K€ de provisions pour primes non acquises en 2018 (néant en 2017).

Provisions pour sinistres

Les provisions pour sinistres à charge des réassureurs sont de 54 583 K€ contre 61 771 K€ 2017, soit une baisse de - 12 % à hauteur de - 6 408 K€, essentiellement due à l'amélioration des sinistres d'intensité des exercices précédents.

**Créances**

La société constate 11 187 K€ contre 21 873 K€ en 2017, soit une forte baisse de - 49 % à hauteur de - 10 687 K€, essentiellement due aux créances nées des opérations de réassurance pour 9 638 K€, liées à l'activité de réassurance en quote-part.

**Autres actifs**

La société estime ses autres actifs à 1 146 K€ contre 1 567 K€ en 2017, soit une baisse de 27 % à hauteur de - 421 K€. Les actifs corporels ont connu une forte hausse de 42 %, du fait des travaux de réaménagement menés sur le siège social. Le solde des comptes courants bancaires a lui diminué de 761 K€, néant en 2018 contre 761 K€ fin 2017.

**Comptes de régularisation**

La société a inscrit 23 045 K€ de comptes de régularisation en 2018 contre 23 084 K€ en 2017, soit une variation de 0 %. Ces comptes sont composés essentiellement de frais d'acquisition reportés pour 18 635 K€ sur les garanties EPCS France et Espagne.

### 1.2.1.2.2 Passif

**Capitaux propres**

La variation des capitaux propres est essentiellement due au « report à nouveau » et au résultat de l'exercice 2018 (cf. supra résultat net de l'exercice) ainsi qu'à la prime de fusion enregistrée dans les comptes suite à l'absorption de Lybernet Assurances pour un montant de 11 206 K€ : ils passent de 87 661 K€ en 2017 à 104 397 K€ en 2018, soit une hausse de 19 %, à hauteur de 16 736 K€. Aucun dividende n'a été distribué en 2018.

**Provisions techniques**

Les provisions techniques sont essentiellement composées des provisions pour sinistres et des provisions pour primes non acquises.

Provisions pour sinistres

La société a constitué des provisions pour sinistres pour 142 397 K€ en 2018 contre 150 007 K€ en 2017 soit une baisse de - 5 % à hauteur de - 7 610 K€. Elles sont composées pour 132 624 K€ de PSAP affaires directes France.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Provisions pour primes non acquises

La société a constitué des provisions pour primes non acquises pour 51 909 K€ en 2018 contre 46 255 K€ en 2017 soit une hausse de 12 % à hauteur de 5 655 K€. Elles sont composées principalement pour 24 308 K€ de l'EPCS France et 18 467 K€ de l'EPCS Espagne.

**Provisions pour risques et charges**

La société valorise ces provisions à 3 951 K€ en 2018 contre 2 237 K€ en 2017. Cette variation est due aux autres provisions pour risques pour 1 551 K€, constituées suite aux propositions de redressement fiscal.

**Autres dettes**

La société comptabilise 42 841 K€ d'autres dettes pour 2018 contre 39 596 K€ en 2017, soit une baisse de 8 %, à hauteur de 3 245 K€. Les autres dettes sont principalement constituées :

- des dettes diverses pour 12 000 K€ comprenant notamment depuis 2017 la partie non libérée des placements immobiliers pour 1 576 K€ ;
- des dettes nées d'opérations d'assurance directe pour 8 247 K€, essentiellement composées par l'assurance des emprunteurs en Espagne et en France ;
- des dépôts reçus des assurés sur les garanties santé et IARD pour 8 806 K€ ;
- des dettes envers l'état et les organismes sociaux à hauteur de 9 834 K€.

**Comptes de régularisation**

La société constate 3 600 K€ de comptes de régularisation en 2018 contre 3 176 K€ en 2017, soit une hausse de 13 % à hauteur de 424 K€ de comptes de régularisation, relatifs aux différences sur les prix d'acquisition des titres de placements.

## 1.2.2 COMPTES CONSOLIDES

### 1.2.2.1 Compte de résultat consolidé

| *(en millions d'euros)* | Note | Activités Assurance NON-Vie | Activités Assurance VIE | Autres Activités | 2018 | 2017 | Var. en € | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Primes émises | | 199,1 | 64,8 | - | 263,4 | 262,3 | 1,1 | 0,4% |
| Variation des primes non acquises | | 0,6 | - | - | 0,6 | 4,6 - | 4,0 | -87% |
| Primes acquises | Note 8.2 | 199,7 | 64,8 | - | 264,0 | 266,9 - | 3,0 | -1% |
| Produits d'exploitation bancaire | | - | - | - | - | - | - | 0% |
| Chiffres d'affaires ou produits des autres activités | - | 16,0 | - | 16,9 | 0,9 | 0,9 - | 0,0 | -3% |
| Autres produits d'exploitation | | 1,6 | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 2,3 - | 0,6 | -26% |
| Produits financiers nets de charges | Note 7.1 | 4,0 | 0,3 | - | 4,3 | 5,7 - | 1,4 | -24% |
| Total des produits d'exploitation courante | | 189,4 | 64,6 | 16,9 | 270,9 | 275,8 - | 4,9 | -2% |
| Charges des prestations d'assurance | Note 7.2 - | 74,8 - | 10,34 - | 0,1 - | 85,2 - | 98,2 | 13,0 | -13% |
| Charges ou produits nets de cession en réassurance | - | 20,7 - | 0,1 | - - | 20,9 - | 21,9 | 1,0 | -5% |
| Charges d'exploitation bancaire | | - | - | - | - | - | - | 0% |
| Charges des autres activités | - | 4,9 | 6,8 - | 15,93 - | 14,0 - | 0,4 - | 13,6 | 3311% |
| Charges de gestion | Note 7.2 - | 80,0 - | 53,3 | - - | 133,3 - | 140,8 | 7,5 | -5% |
| Total des charges d'exploitation courante | - | 180,4 - | 56,9 - | 16,0 - | 253,3 - | 261,2 | 7,9 | -3% |
| Résultat de l'exploitation courante | | 9,0 | 7,7 | 0,9 | 17,5 | 14,6 | 2,9 | 20% |
| Transferts intersectoriels | | 7,3 - | 6,8 - | 0,51 - | 0,0 | - | 0,0 | 0% |
| Résultat de l'exploitation courante économique | | 16,3 | 0,8 | 0,40 | 17,5 | 14,6 | 2,9 | 20% |
| Autres produits nets | | 0,1 | - | 0,0 | 0,1 - | 1,1 | 1,2 | -106% |
| Résultat exceptionnel | Note 7.3 - | 2,0 | 0,0 - | 0,0 - | 2,0 - | 0,5 - | 1,5 | 301% |
| Impôts sur les résultats | Note 7.4 - | 4,5 - | 0,2 - | 0,1 - | 4,9 - | 4,7 - | 0,2 | 3% |
| Résultat net des entreprises intégrées | | 9,8 | 0,6 | 0,3 | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence | | | | | - | - | - | 0% |
| Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition | | | | | - | - | - | 0% |
| Résultat net de l'ensemble combiné | | | | | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Intérêts minoritaires | | | | | - | - | - | 0% |
| Résultat net (part du Groupe) | | | | | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Résultat par action (en euros) | | | | | 7,0 | 5,4 | 1,6 | 29% |
| Résultat dilué par action (en euros) | | | | | - | - | | |

En 2018, le résultat net du Groupe CARMA a augmenté de 29 %, passant ainsi de 8,3 M€ en 2017 à 10,7 M€ en 2018.

Le chiffre d'affaires a baissé de 3 M€, soit une baisse de 1 %. Il est essentiellement composé de primes sur l'activité Non Vie à 76 %, les 24 % restant relevant de l'activité Vie. Entre les 2 exercices, cette diminution des primes acquises



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

est principalement due à l'activité Vie, tous produits confondus, à hauteur de 2,7 M€ soit 3,2 %. L'activité Non Vie subit une moindre diminution, la croissance de chiffre d'affaires de l'assurance dommages permettant de compenser la perte de vitesse des assurances de personnes.

Le résultat de l'exploitation courante a progressé de 20 %, malgré la baisse cumulative du chiffre d'affaires et des produits financiers car les charges d'exploitation courante subissent une diminution plus importante.

Le produit financier a diminué de 1,4 M€ soit - 24 % par rapport à l'an passé, les charges de gestion ayant progressé de 17 % du fait des frais de souscription supportés suite à l'acquisition de placements FCP-SCPI en 2018 et des moins-values réalisées sur le portefeuille de placements obligataires non compensées par les plus-values.

### 1.2.2.2 Variation des capitaux propres

| *(en millions d'euros)* | Capital | Primes | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Total des capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|
| **Situation au 31 décembre 2016** | **23** | **13** | **47** | **8** | **91** |
| **Mouvements sur l'année N** | - | - | - | - | - |
| - Affectation du résultat N-1 | - | - | 8 | - 8 | - |
| - Résultat N | - | - | - | 8 | 8 |
| - Variation de capital | - | - | - | - | - |
| - Versement du dividende | - | - | - 2 | - | - 2 |
| - Ecarts de conversion | - | - | - | - | - |
| - Primes d'émission et autres | - | - | - | - | - |
| - Autres mouvements | - | - | 0 | - | 0 |
| **Situation au 31 décembre 2017** | **23** | **13** | **53** | **8** | **97** |
| **Mouvements sur l'année N** | - | - | - | - | - |
| - Affectation du résultat N-1 | - | - | 8 | - 8 | - |
| - Résultat N | - | - | - | 11 | 11 |
| - Variation de capital | - | - | - | - | - |
| - Versement du dividende | - | - | - | - | - |
| - Ecarts de conversion | - | - | - | - | - |
| - Primes d'émission et autres | - | 11 | - | - | 11 |
| - Autres mouvements | - | - | - 11 | - | - 11 |
| **Situation au 31 décembre 2018** | **23** | **24** | **50** | **11** | **108** |

La variation des capitaux propres est essentiellement due :

- au report à nouveau et au résultat de l'exercice 2018 (cf. supra résultat net de l'exercice) ;
- à la prime de fusion émise suite à l'absorption de Lybernet Assurances ;
- à l'élimination des postes de capitaux propres de Lybernet Assurances.

### 1.2.2.3 Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Sur l'activité Non-Vie, nous soulignons les trois projets majeurs suivants :
- refonte de notre offre de garantie casse, vol et panne ;
- pérennisation de l'offre libre-service assurance et extension de la gamme de produit proposée ;
- refonte de notre gamme de produits de prévoyance (Protection Famille, Protection Avenir, Garantie Frais d'Obsèques).

Sur l'activité Vie, la dynamique sur l'activité assurance emprunteur devrait se poursuivre en Espagne. A l'inverse, elle devrait afficher un léger recul en France.

Sur l'activité de courtage, 2019 sera l'année de lancement du plateau « affinitaire retail », créé en novembre 2018.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

### 1.2.2.4 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'y a pas eu d'événement postérieur au 31 décembre 2018 susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes.

### 1.2.2.5 Activités en matière de recherche et développement (article L232-1 II du code du commerce)

Sur l'activité Non-Vie, l'année 2018 a été marquée par le lancement de l'assurance en libre-service dans les formats hypermarchés, supermarchés, et magasins de proximité du groupe Carrefour en France, ce qui constitue une innovation commerciale. C'est la première initiative en France de vente d'assurance en libre-service dans les rayons d'un grand distributeur.

## 1.3 Affectation du résultat et dividendes (article 243 bis du code général des impôts)

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice 2018, soit un bénéfice net comptable de 5 532 996,45 euros, au compte « Report à nouveau » dont le solde créditeur serait ainsi porté à la somme de 41 699 126,96 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents et les revenus éligibles et non éligibles à la réfaction visée à l'article 158.3-2° du code général des impôts, ont été, par action, les suivants :

| Exercice | Dividende distribué | Revenu éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI | Revenu non éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI |
|---|---|---|---|
| 2015 | 2,00 | 2,00 | / |
| 2016 | 1,32 | 1,32 | / |
| 2017 | / | / | / |

## 1.4 Dispositions de l'article L225-100-1 I du code du commerce

### 1.4.1 Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires

Les 1 793 K€ de dettes envers les établissements de crédits se rapportent exclusivement aux comptes courants bancaires.
La société n'a pas souscrit d'emprunt. Les résultats sont repris dans les états financiers et expliqués au travers de l'annexe des comptes sociaux.

### 1.4.2 Indicateurs clefs de performance de nature financière et, le cas échéant, de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

### 1.4.2.1 Indicateurs clefs de performance de nature financière

**Comptes consolidés**

Le ratio des sinistres sur les primes acquises (S/P) de Carma et ses filiales s'améliore au global sur l'année 2018. Ce rapport entre le coût des sinistres et le montant des primes encaissées, permet de mesurer la rentabilité de l'assurance sur l'exercice et d'analyser ses variations. Ainsi, pour la partie non-vie constituant la majorité de l'activité du Groupe, il s'améliore en passant de 41 % en 2017 à 37 % en 2018, et la tendance est la même sur la partie vie passant de 17 % à 14,4 %.

A l'échelle de nos produits phares (IARD), l'Auto s'améliore avec un S/P de 72 % (contre76 % en 2017), avec une sinistralité de masse stable en valeur absolue et une hausse des primes moyennes (effet assureur unique) ; à l'inverse la MRH voit son S/P se dégrader à hauteur de 61 % (contre 51 % en 2017).

Un autre indicateur de performance important est le ratio combiné représentant la part des frais inhérents à l'activité du Groupe, hors marge financière, dont le numérateur est composé de toutes les charges, soit l'ensemble des frais de gestion, provisions, coûts de sinistres, commissions et frais généraux, le dénominateur demeure identique à supra soit les primes acquises.

En 2018, le ratio combiné du groupe Carma est en amélioration passant de 97,3 % en 2017 à 96 % en 2018 avec l'impact de l'augmentation des primes acquises et de la baisse de la charge technique.

Nous suivons également le taux de rendement du portefeuille de placement pour mesurer la pertinence de notre politique en la matière. Il s'agit du rapport entre les produits financiers nets de charges (agrégat du compte de résultat consolidé) et nos placements (agrégat du bilan consolidé « placements des entreprises d'assurance »). Pour 2018, le taux de rendement de nos placements est de 1,63 % à comparer à un taux de 2,26 % en 2017. Ce taux est en baisse significative avec des moins-values de cessions de placements réalisées en 2018 et des frais de souscription supportés en 2018 sur nos investissements de diversification vers des placements immobiliers et des investissements socialement responsables.

**Comptes sociaux**

En 2018, le ratio des sinistres sur les primes acquises (S/P) de Carma continue à s'améliorer passant de 34 % en 2017 à 30 % en 2018. Cette évolution du S/P en 2018 est principalement due à une baisse de la sinistralité habitation et risques de pointe.

Sur l'entité Carma, le ratio combiné, qui permet de donner une vision de la rentabilité des activités de l'entité, hors marge financière, est en amélioration en 2018, à un niveau de 95,5 % contre 96,8 % en 2017. L'année 2018 a été marquée par le lancement de l'assurance en libre-service dans les formats hypermarchés, supermarchés, et magasins de proximité du groupe Carrefour en France.

Le taux de rendement du portefeuille de placement de Carma (rapport entre les produits des placements nets de charges et les placements) passe de 2,50 % en 2017 à 1,95 % en 2018. Ce taux est en baisse significative avec de moindres plus-values de cessions de placements réalisées en 2018.

### 1.4.2.2 Indicateurs clefs de performance de nature non financière

Le conseil d'administration de Carma, dans la cadre de la politique de placement, a permis à Carma de disposer de plus de marge de manœuvre dans la gestion du portefeuille et de plus de liberté dans ses réflexions sur sa gestion de l'ESG (Environnement, Social, Gouvernance).



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Par ESG la société comprend des critères et des risques qui relèvent d'une nature dite extra-financière. Le Groupe Carma a investi une partie de ses placements dans des fonds ESG « best in class », c'est-à-dire qu'elle a investit dans des entreprises de tous secteurs qui font preuve des meilleures pratiques sur le plan social (exemple : respect des normes du travail) et environnemental (exemple : lutte contre le changement climatique) et qui respectent les principes liés à la gouvernance d'entreprise (exemple : respect du droit des actionnaires).

Point sur l'évolution du personnel

L'année 2018 a permis de stabiliser les effectifs de Carma.
La société n'a pas connu d'évolution d'organisation majeure.

- Départs

En 2018, 16 collaborateurs ont quitté Carma dont 5 dus à des fins de CDD, 1 à une mutation vers d'autres entités du groupe Carrefour et 1 dû à un départ en retraite.

Le turn-over en 2018 est de 12,2 % tous contrats confondus, et de 8,8 % sur les CDI (contre 6,6 % en 2017). Cette évolution est principalement due à une dynamique de carrière plus forte que les années précédentes au sein de Carma entre BU. Carma a également embauché d'années en années davantage de collaborateurs appartenant à la dernière génération, la dynamique de carrière externe faisant partie intégrante des ambitions personnelles et professionnelles de cette génération. Cette dynamique permet d'intégrer au sein de Carma de nouvelles recrues possédant des compétences pointues sur nos domaines prioritaires de développement (notamment le digital, la connaissance client et le marketing).

- Les rémunérations et leur évolution

La rémunération mensuelle moyenne fin 2018 est de 2 867 € contre 3 018 € fin 2017 (tous contrats confondus).
L'évolution de la masse salariale est retranscrite au travers des comptes sociaux annuels.

- L'organisation du temps de travail

Les collaborateurs bénéficient de 26 jours de congés payés et de 2 jours de fractionnement.
Dans le cadre du forfait jour, il est garanti aux salariés « Cadres » un nombre de 12 jours ouvrés de RTT.
Les collaborateurs appartenant au statut « Non Cadre » bénéficient de 6 jours de RTT.

- L'emploi

L'effectif total de Carma au 31 décembre 2018 est de 104 collaborateurs (contre 100 au 31 décembre 2017).

L'effectif est plutôt en cours de stabilisation après une croissance d'effectif entre 2015 et 2017 due principalement à la dissolution du GIE Carrefour Personal Finance Services et à l'intégration de 17 collaborateurs de cette entité au sein de Carma en 2016.

Par ailleurs, l'évolution des orientations stratégiques de Carma a nécessité l'intégration de nouvelles compétences induisant des recrutements externes pour assurer son développement.

L'effectif de Carma au 31 décembre 2018 est composé de 30 Hommes (-7,4% vs 2017) et de 74 Femmes (+10% vs 2017).

70 Collaborateurs appartiennent au statut « Cadre » et 34 appartiennent au statut « Non Cadre ».



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Au 31 décembre 2018 : 94 collaborateurs étaient en CDI, 10 collaborateurs étaient en CDD.

L'effectif s'intègre parfaitement dans le concept innovant du Groupe Carrefour et investit dans l'abrogation de toute discrimination en notamment en termes d'égalité Hommes/Femmes.

- Les embauches

Carma a recruté, en 2018, 19 collaborateurs, dont 11 en CDI et 8 en CDD (intégrant les contrats de professionnalisation ou d'alternance).
Carma a favorisé, depuis ces dernières années, le développement de l'emploi en alternance.

Point sur l'environnement

Carma s'intègre dans la démarche de Déclaration de Performance Extra Financière (DPEF) du groupe Carrefour, articulée en 3 axes : la lutte contre le gaspillage, la préservation de la biodiversité et l'accompagnement des partenaires du Groupe, clients, fournisseurs et société.

La démarche de Responsabilité Sociétale du groupe Carrefour et les informations dédiées sont disponibles dans le chapitre 2 du Document de référence / Rapport de gestion 2018 du Groupe.

### 1.4.3 Description des principaux risques et incertitudes

En tant que preneur de risque, la société Carma (ainsi que toutes les sociétés du Groupe Carma) est principalement exposée aux risques habituels auxquels sont confrontées les compagnies d'assurance (risques techniques et financiers). Par ailleurs, son organisation et ses processus font peser sur le Groupe un certain nombre de risques opérationnels auxquels s'ajoutent l'incertitude des évènements externes (concurrence, réglementation, comportement clients).

S'agissant des risques assurantiels (pertes financière découlant d'une activité de l'acceptation de mauvais risques, d'une tarification inadaptée ou d'un provisionnement insuffisant) le groupe les adresse via un dispositif s'appuyant sur plusieurs éléments et notamment des politiques écrites (politique de souscription, politique de provisionnement et politique de réassurance), des indicateurs suivis régulièrement, des stress-tests ainsi que des contrôles opérationnels. Rappelons que le Groupe dispose d'une fonction de contrôle actuariel qui rend compte au conseil d'administration et dont la mission est de superviser le niveau d'exposition à ces risques techniques. La gestion des risques relatifs aux investissements sur les marchés financiers obéit à des règles strictes définies par le conseil d'administration et inscrites au sein de la politique d'investissement, supervisées par un comité de gestion actif-passif et revues annuellement par le contrôle interne.

Par ailleurs, le groupe a fait de la gestion des risques opérationnels majeurs suivants une priorité : risque d'interruption d'activité, défaillance d'un sous-traitant important, réglementation (non-conformité et évolution adverse), cyber-attaques et sécurité des données, départ de ressources clés, conséquences du plan de transformation carrefour 2022 et non maitrise de l'activité hors France. Ces risques font l'objet de suivis (en comité des risques et comité exécutif groupe) et de dispositifs spécifiques de maîtrise évalués et améliorés de façon continue par les équipes de la filière risques du groupe Carma, à savoir les équipes gestion des risques, contrôle interne, conformité ainsi que l'audit interne. En 2018, les dispositifs de maitrise récurrents sont déployés et si nécessaires améliorés (veille réglementaire, mise à jour de la cartographie des risques, actions continue de formation/sensibilisation, déploiement des contrôles sièges et délégataires...). En outre, une cartographie des risques de cyberattaques a été réalisée pour adapter les réponses aux expositions. De même dans l'objectif de renforcer sa résilience, le groupe Carma a fait le choix de s'appuyer sur un partenaire externe spécialisé dans la fourniture d'un site de repli dédiés à la continuité d'activité.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Enfin, les incertitudes externes provenant de changement des comportements des clients, des évolutions réglementaires ou de la hausse de l'intensité concurrentielle sont pris en compte via un dispositif de veille (réglementaire et marketing) et des benchmarks avec l'appui de conseils externes. Ainsi, le Groupe Carma poursuit son entreprise de diversification de ses produits et garanties afin de se désensibiliser d'une évolution réglementaire adverse qui pénaliserait le développement de son chiffre d'affaires. En outre, la poursuite de son plan de transformation digital, le déploiement d'une approche multi canal et la recherche de nouveaux partenariats sont autant de solutions en cours de mise en œuvre pour répondre aux risques de pertes de part de marché du fait de clients plus exigeants ou d'une concurrence plus vive. Ainsi, 2018 a vu la concrétisation de la mise en place du libre-service assurance (innovation permettant de facilité la souscription d'assurance) et d'un partenariat avec des franchisés Bouygues pour la distribution d'assurance de téléphones portables.

De façon générale, la gouvernance imposée par solvabilité 2 et mise en place au sein du Groupe Carma, permet d'exercer une vigilance accrue et de déployer des diligences circonstanciées à tous les niveaux de l'organisation afin de maîtriser ou, à tout le moins, limiter les impacts des principaux risques et incertitudes susmentionnés.

### 1.4.4 Indications sur ses objectifs et sa politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions prévues pour lesquelles il est fait usage de la comptabilité de couverture, ainsi que sur son exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie

La société n'a pas de comptabilité de couverture.

## 1.5 Activités en matière de recherche et développement (article L232-1 II du code du commerce)

L'année 2018 a été marquée par le lancement de l'assurance en libre-service dans les formats hypermarchés, supermarchés, et magasins de proximité du groupe Carrefour en France, ce qui constitue une innovation commerciale. C'est la première initiative en France de vente d'assurance en libre-service dans les rayons d'un grand distributeur.

## 1.6 Succursales existantes (article L232-1 II du code du commerce)

Nous vous informons que la société ne détient aucune succursale.

## 1.7 Activités et résultats des filiales et des sociétés contrôlées par branche d'activité (article L233-6 du code du commerce)

Conformément aux dispositions de l'article L233-6 alinéa 1, nous vous informons que la Société n'a pris aucune participation au cours de l'exercice.

La société Lybernet Assurances, filiale à 100 % de la société CARMA, a été dissoute de plein droit le 23 décembre 2018, suite à la fusion par absorption de la société Lybernet Assurances par la société Carma.

La société Carma Courtage, filiale à 100 % de la société Carma, a changé de dénomination sociale le 20 novembre 2018. La filiale a désormais la dénomination sociale suivante : Lybernet.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Résultats des filiales au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros) :

| | Activité | Nombre d'actions de la Société | Quote-part de capital détenue en % | Montant des capitaux Propres avant résultat | Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice) |
|---|---|---|---|---|---|
| CARMA VIE SA<br>1 RUE JEAN MERMOZ<br>91008 EVRY | Assurance Vie | 400 000 | 99,99% | 9175 | 340 |
| LYBERNET SAS<br>6 RUE DU MARQUIS DE RAIES<br>91008 EVRY | Courtage | 4304 | 100,00% | 4664 | 251 |

## 1.8 Tableau des résultats financiers de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices (article R225-102 du code du commerce)

Conformément à l'article R225-102 alinéa 2 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices est annexé aux présentes.

## 1.9 Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport de gestion (article L232-1 II du code du commerce)

### 1.9.1 Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Nous constatons à fin février 2019, une progression de 2,4 % des primes acquises de Carma liée principalement à la forte dynamique commerciale sur l'activité IARD en vente à distance et ce malgré une légère baisse de l'activité assurance emprunteur en France.

### 1.9.2 Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Parmi les projets stratégiques de CARMA, nous soulignons les trois projets majeurs suivants :

- refonte de notre offre de garantie casse, vol et panne ;
- pérennisation de l'offre libre-service assurance et extension de la gamme de produit proposée ;
- refonte de notre gamme de produits de prévoyance (Protection Famille, Protection Avenir, Garantie Frais d'Obsèques).

### 1.9.3 Évènements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice

Nous vous rappelons qu'aucun évènement important n'est intervenu depuis la date de clôture de l'exercice.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# 2 Informations juridiques

## 2.1 Informations visées à l'article L225-102 du code de commerce

Conformément aux dispositions de l'article L225-102 du code de commerce, nous vous informons qu'au dernier jour de l'exercice 2018 les salariés ne détenaient aucune participation dans le capital social de la société.

En vertu des dispositions de l'article L225-129-6 alinéa 3 du code de commerce, il n'y a pas lieu de vous présenter un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés.

## 2.2 Opérations de rachat d'actions (article L225-211 al. 2 du code du commerce)

Nous vous informons qu'aucune opération de rachat d'actions n'a eu lieu au cours de l'exercice échu.

## 2.3 Attributions de stock-options (article L225-185 al. 4 du code du commerce)

Nous vous informons qu'aucune attribution de stock-options n'a eu lieu au cours de l'exercice échu.

## 2.4 Attributions d'actions gratuites (article L225-197-1 II al. 4 du code du commerce)

Nous vous informons qu'aucune attribution d'actions gratuites n'a eu lieu au cours de l'exercice échu.

## 2.5 Aliénations d'actions (article R233-19 al. 2 du code du commerce)

Nous vous informons qu'aucune situation de participation réciproque n'a eu lieu au cours de l'exercice échu.

## 2.6 Actionnariat (article L233-13 du code du commerce)

Nous n'avons à vous faire part d'aucune information au titre de l'article L233-13 du code de commerce, la société n'émettant aucune action sur un marché réglementé et ne détenant aucun titre dans le capital des sociétés propriétaires de ses propres actions.

Le capital social de 23 270 000 € est composé de 1 525 627 actions ouvrant droit au dividende de l'exercice.

| Actionnaires | Nombre d'actions | % d'actions |
|---|---|---|
| Carrefour SA | 762 916 | 50,007% |
| Covea Coopérations | 762 664 | 49,990% |
| Autres | 47 | 0,003% |
| TOTAL | 1 525 627 | 100,000% |

## 2.7 Approbation des dépenses fiscalement non déductibles visées au 4 de l'article 39 du code général des impôts

Nous vous informons que le montant des dépenses visées à l'article 39.4 du code général des impôts, que nous vous demandons d'approuver, s'élève à 13 213,14 €.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## 2.8 Délais de paiements clients et fournisseurs (article L441-6-1 al.1 du code de commerce)

En application des dispositions de l'article D441-4 du code de commerce, le tableau présentant les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients est annexé aux présentes.

En application de la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 29 mai 2017, les informations qui figurent dans les tableaux présentés en annexe, n'intègrent pas les opérations liées aux contrats d'assurance et de réassurance.

## 2.9 Montants des prêts à moins de 2 ans octroyés à des micro-entreprises, des petites et moyennes entreprises ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elles entretiennent des liens économiques le justifiant (article L511-6 3°bis alinéa 2 du code monétaire et financier) des prêts inter-entreprises consentis dans le cadre de l'article L511-6 3 bis du code monétaire et financier

Nous n'avons à vous faire part d'aucune information au titre de l'article L 511-6 3°bis alinéa 2 du code monétaire et financier.

## 2.10 Pratiques anticoncurrentielles (article L464-2 al. 5 du code de commerce)

Nous n'avons à vous faire part d'aucune information au titre de l'article L 464-2 alinéa 5 du code de commerce.

## 2.11 Conventions visées à l'article L225-38 du code de commerce

Les conventions visées à l'article L225-38 du code de commerce conclues, le cas échéant, au cours de l'exercice 2018 ou conclues antérieurement mais dont les effets se sont poursuivis au cours dudit exercice, sont rapportées par les commissaires aux comptes dans leur rapport spécial que nous vous demandons d'approuver.

# 3 Informations sociales, sociétales et environnementales

## 3.1 Informations sur les conséquences sociétales et environnementales, prévues par la Déclaration de Performance Extra Financière (DPEF), visées à l'article L225-102-1 du code de commerce

Nous n'avons à vous faire part d'aucune information au titre de l'article L225-102-1 du code de commerce, la société ne remplissant pas les seuils visées par l'article R225-104 du code de commerce.

## 3.2 Informations visées à l'article L225-102-2 du code de commerce relatif aux installations présentant un danger particulièrement important pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement

Nous n'avons à vous faire part d'aucune information au titre de l'article L225-102-2 du code de commerce.

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# 4 Informations diverses

## 4.1 Situation des mandats des commissaires aux comptes

Les mandats des sociétés KPMG S.A et KPMG AUDIT FS I, respectivement commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la société, arriveront à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2020.

Le mandat de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, commissaire aux comptes titulaire de la société, arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2019.

## 4.2 Situation des mandats des administrateurs

Nous vous proposons de ratifier la nomination de Monsieur Renaud GUILBERT-ROED en qualité de nouvel administrateur de la société, faite à titre provisoire par le conseil d'administration réuni le 29 mars 2019, en remplacement de Monsieur Eric SAUVAGE, démissionnaire, étant précisé que Monsieur Renaud GUILBERT-ROED a été coopté pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Eric SAUVAGE, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le mandat d'administrateur de la société COVEA COOPERATION arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2023.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Frédéric Mazurier arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2019.

Le mandat d'administrateur de la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2021.

## 4.3 Situation des mandats des dirigeants

Le mandat de Monsieur Frédéric Mazurier, Président du conseil d'administration de la société, arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2019.

Le mandat de Monsieur Fabrice Lecuyer, Directeur Général de la société, arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2019.

Le mandat de Monsieur Jean-François Houdou, Directeur Général Délégué de la société, arrivera à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2019.

## 4.4 Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Conformément à l'article L225-37 du code de commerce, le rapport sur le gouvernement d'entreprise sera joint au rapport de gestion.

Nous vous remercions d'accueillir favorablement les résolutions qui vont maintenant vous être soumises.

Le Conseil d'Administration



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

assurance

**Carma**

SA au capital de 23 270 000 Euros
ENTREPRISE REGIE PAR LE CODE DES ASSURANCES
Siège social : 4-8 rue du Marquis de Raies - 91008 EVRY CEDEX
330 598 616 RCS EVRY

# Annexes :

- Annexe 1 : Tableau des résultats des cinq derniers exercices (article R225-102 du code de commerce)
- Annexe 2 : Tableau des factures fournisseurs et clients (article D441-4 du code de commerce)
- Annexe 3 : Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise (article L225-37 du code de commerce)
- Annexe 4 : Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés pendant l'exercice 2017 (article L225-37-4 1° du code de commerce)



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616



# Annexe 1 : TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

**CARMA**

**RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

| NATURE DES INDICATIONS / EXERCICES CONCERNES | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 | 2014 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Capital en fin d'exercice** | | | | | |
| Capital Social K€ | 23 270 | 23 270 | 23 270 | 23 270 | 23 270 |
| Nombre des actions ordinaires existantes | 1 525 627 | 1 525 627 | 1 525 627 | 1 525 627 | 1 525 627 |
| Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes | | | | | |
| Nombre maximal d'actions futures à créer | | | | | |
| Par conversion d'obligations | | | | | |
| Par exercice de droits de souscription | | | | | |
| **Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)** | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 199 154 | 183 212 | 191 069 | 197 400 | 203 613 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 15 556 | 16 803 | 9 655 | 5 499 | 10 178 |
| Impôts sur les bénéfices | 8 314 | 5 100 | 3 310 | 3 354 | 3 241 |
| Participation des salariés due au titre de l'exercice | -7 | 20 | 128 | 80 | 65 |
| Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 5 533 | 5 936 | 8 019 | 5 331 | 6 302 |
| Résultat distribué | 0 | 0 | 2 014 | 3 051 | 6 103 |
| **Résultat par action en euros** | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés et avant dotations aux amortissements et provisions | 4,752 | 7,658 | 4,075 | 1,353 | 4,504 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 3,627 | 3,891 | 5,256 | 3,494 | 4,131 |
| Dividende attribué à chaque action | 0,00 | 0,00 | 1,32 | 2,00 | 4,00 |
| **Personnel** | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 106 | 98 | 90 | 63 | 59 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice (salaires et provisions) | 5 048 | 4 043 | 3 830 | 2 857 | 2 544 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,etc...) | 3 321 | 2 620 | 2 713 | 1 656 | 1 536 |

# Annexe 2 : TABLEAU DES FACTURES FOURNISSEURS ET CLIENTS

| | Factures reçues non réglées à la date de cloture de l'exercice dont le terme est échu. | | | | | | Factures émises non réglées à la date de cloture de l'exercice dont le terme est échu. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *0 jour (indicatif)* | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total 1 jour et plus | *0 jour (indicatif)* | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total 1 jour et plus |
| (A) Tranche de retard de paiement | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de factures concernées. | 36 | | | | | 36 | 7 | | | | | 7 |
| Montant total des factures concernées TTC en K€. | - | 4 | 96 | 26 | 25 | 151 | - | 129 | - | - | - | 129 |
| Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice | - | - | - | - | - | - | | | | | | |
| Pourcentage du chiffre d'affaire total des achats TTC de l'exercice | | | | | | | - | - | - | - | - | - |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de factures exclues | | | | | | - | | | | | | - |
| Montant total des factures exclues en K€ | | | | | | - | | | | | | - |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code du commerce) | | | | | | | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul de retards de paiement | x Délais contractuels (préciser)<br>Délais légaux (préciser) | | | | | | x Délais contractuels (préciser)<br>Délais légaux (préciser) | | | | | |

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# Annexe 3 : RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

**CARMA**

Société anonyme au capital de 23 270 000 Euros
ENTREPRISE REGIE PAR LE CODE DES ASSURANCES
Siège social : 4-8 rue du Marquis de Raies - 91008 EVRY CEDEX
330 598 616 RCS EVRY

**RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 20 MAI 2019

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Chers actionnaires.

En application des dispositions des articles L225-37 et suivants du code de commerce, le conseil d'administration a établi le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise qui vous est présenté.

## 1 - INFORMATIONS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX – ARTICLE L.225-37-3 DU CODE DE COMMERCE

Nous n'avons aucune informations à vous communiquer à ce titre dans la mesure où :

- la société n'émet aucun titre admis aux négociations sur un marché réglementé ;
- les mandataires sociaux ne détiennent aucun mandat au sein des sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

## 2 - LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX EXERCÉS PENDANT L'EXERCICE 2018 – ARTICLE L.225-37-4 1°DU CODE DE COMMERCE

Nous vous prions de bien vouloir trouver en annexe la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

## 3 - CONVENTIONS INTERVENUES ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS – ARTICLE L.225-37-4 2°DU CODE DE COMMERCE

Nous n'avons à vous faire part d'aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part le directeur général, les directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la société et, d'autre part, une filiale dont la société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## 4 - TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL - ARTICLE L.225-37-4 3° DU CODE DE COMMERCE

Néant.

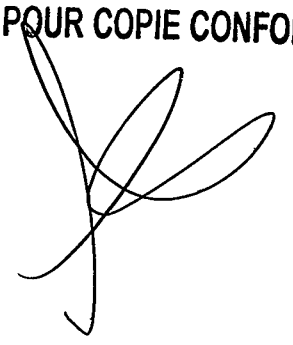
## 5 - MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE- ARTICLE L.225-37-4 4° DU CODE DE COMMERCE

Les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont dissociées depuis le 20 novembre 1984.

La direction générale de la société est aujourd'hui assurée par un directeur général (non administrateur), Fabrice LECUYER, assisté d'un directeur général délégué (non administrateurs), Jean-François HOUDOU, tous deux dirigeants effectifs de la société au sens de l'article R322-168 du code des assurances.

Le conseil d'administration

POUR COPIE CONFORME





Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# Annexe 4 : LISTE DES FONCTIONS ET MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX EXERCÉES PENDANT L'EXERCICE 2018

Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise - Article L 225-37-4 alinéa 1° du Code de commerce

| TITULAIRE DU MANDAT | SOCIETE CONCERNNE | NATURE DU MANDAT | PERIODE CONCERNEE SUR L'EXERCICE ECOULE |
|---|---|---|---|
| **Frédéric MAZURIER**<br>Président du Conseil d'Administration et Administrateur<br>*Du 30 janvier au 31 décembre 2018* | Carma (SA) | Président du conseil d'administration et Administrateur | du 09 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Groupe CARMA (Carma / Carmavie / Lybernet Assurances) | Membre et Président du Comité Risques, Audit et Conformité | du 30 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Groupe CARMA (Carma / Carmavie / Lybernet Assurances) | Membre et Président du comité des rémunérations | du 30 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carmavie (SA) | Président du conseil d'administration et Administrateur | du 30 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Lybernet assurances (SA) | Président du conseil d'administration et Administrateur | du 30 janvier au 23 décembre 2018 |
| | Carrefour Banque (SA) | Président du conseil d'administration et Administrateur | du 09 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carrefour Banque (SA) | Membre du comité des risques | du 09 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carrefour Banque (SA) | Membre et Président du comité d'audit | du 09 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carrefour Banque (SA) | Membre du comité des rémunérations | du 09 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carrefour Banque (SA) | Membre et président du comité des nominations | du 09 janvier au 31 décembre 2018 |
| | Market Pay (SAS) | Président de la Société | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | Market Pay Tech (SAS) | Président de la Société | du 31 aout 2018 au 31 décembre 2018 |
| | FIMASER (Belgique) | Président du conseil d'administration et Administrateur | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | Servicios Financieros Carrefour, E.F.C., S.A. (Espagne) | Administrateur | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| **Eric Sauvage**<br>Administrateur<br>*Du 1er janvier au 31 décembre 2018* | Carma (SA) | Administrateur | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carmavie (SA) | Administrateur | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | Lybernet assurances (SA) | Administrateur | du 1er janvier au 23 décembre 2018 |
| | Carrefour Banque (SA) | Administrateur | du 1er janvier au 09 janvier 2018 |
| | Safety (SAS) | Président | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | GIE Fourty (GIE) | Membre du Comité de Surveillance | 07 mars 2018 au 31 décembre 2018 |
| **Fabrice LECUYER**<br>Directeur Général<br>*Du 19 décembre au 31 décembre 2018* | Carma (SA) | Directeur Général Délégué (non administrateur) | du 1er janvier au 19 décembre 2018 |
| | Carmavie (SA) | Directeur Général Délégué (non administrateur) | du 1er janvier au 19 décembre 2018 |
| | Carma (SA) | Directeur Général (non administrateur) | du 19 décembre au 31 décembre 2018 |
| | Carmavie (SA) | Directeur Général (non administrateur) | du 19 décembre au 31 décembre 2018 |
| | Lybernet assurances (SA) | Directeur Général Délégué (non administrateur) | du 1er janvier au 23 décembre 2018 |
| **Jean-François HOUDOU**<br>Directeur Général Délégué<br>*Du 1er janvier au 31 décembre 2018* | Carma (SA) | Directeur Général Délégué (non administrateur) | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | Carmavie (SA) | Directeur Général Délégué (non administrateur) | du 1er janvier au 31 décembre 2018 |
| | Lybernet assurances (SA) | Directeur Général Délégué (non administrateur) | du 1er janvier au 23 décembre 2018 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DE MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES EXERCES AU COURS DE L'EXERCICE 2018

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat |
|---|---|---|---|---|
| FONDATION MMA SOLIDARITE | FONDATION SOUS EGIDE | France | COMITE EXECUTIF | Administrateur |
| APRIA R.S.A. | ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF | France | COMITE DIRECTEUR | Membre du Comité |
| AZ PLUS | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| AZ PLUS | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| CARMAVIE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVEA | SOCIETE DE GROUPE D'ASSURANCE MUTUELLE | France | COMITE D'AUDIT ET DES RISQUES | Membre du Comité |
| COVEA | SOCIETE DE GROUPE D'ASSURANCE MUTUELLE | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVEA COOPERATIONS | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVEA Multi Immobilier | SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVEA PROTECTION JURIDIQUE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVEA SOLUTIONS PREVENTION | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVERY | SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| DAS ASSURANCES MUTUELLES (fusionnée) | SOCIETE D'ASSURANCE MUTUELLE A COTISATIONS FIXES | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| GIE EUROPEENNE DE REGLEMENT | GROUPEMENT INTERET ECONOMIQUE | France | COMITE DES ADHERENTS | Membre |
| INSTITUT DIDEROT | FONDS DE DOTATION | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| INSTITUT DIDEROT | FONDS DE DOTATION | France | CONSEIL DES FONDATEURS | Fondateur |
| LA REUNION AERIENNE | GROUPEMENT INTERET ECONOMIQUE | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| LA REUNION SPATIALE | GROUPEMENT INTERET ECONOMIQUE | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| LE FINISTERE ASSURANCE | SOCIETE D'ASSURANCE MUTUELLE A COTISATIONS FIXES | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| LYBERNET ASSURANCES (absorbée) | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| MMA IARD | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| MMA VIE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| PREVENTION ROUTIERE | ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| PROTEC BTP | SA A DIRECTOIRE & CONSEIL DE SURVEILLANCE | France | CONSEIL DE SURVEILLANCE | Membre du Cons. de surveillance |
| SACEP | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| SAEM DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION MANCELLE (SETRAM) | SA D'ECONOMIE MIXTE | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| SANTECLAIR | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DE COVEA COOPERATIONS
## EXERCES AU COURS DE L'EXERCICE 2018

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat |
|---|---|---|---|---|
| ASSURLAND.COM | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| AZ PLUS | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| CAJA DE SEGUROS REUNIDOS, COMPANIA DE SEGUROS Y REASEGUROS S.A. (CASER) | SOCIEDAD ANONIMA | Espagne | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| CAT.SA | SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE | France | COMITE STRATEGIE | Président du Comité |
| CAT.SA | SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE | France | PRESIDENCE | Président |
| CESVI FRANCE | SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE | France | PRESIDENCE | Président |
| COVEA AGORA | GROUPEMENT INTERET ECONOMIQUE | France | ADMINISTRATION | Administrateur délégué |
| COVEA LUX | SOCIETE ANONYME | Luxembourg | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVEA PROTECTION JURIDIQUE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| COVIVIO | SOCIETE ANONYME | France | COMITE DES INVESTISSEMENTS | Membre du Comité |
| COVIVIO | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| FEDERATION FRANCAISE DE L'ASSURANCE (FFA) | SYNDICAT PROFESSIONNEL | France | COMITE JURIDIQUE | Membre du Comité |
| FEDERATION FRANCAISE DE L'ASSURANCE (FFA) | SYNDICAT PROFESSIONNEL | France | COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES | Membre de la Commission suppléant |
| FEDERATION FRANCAISE DE L'ASSURANCE (FFA) | SYNDICAT PROFESSIONNEL | France | COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES | Membre de la Commission titulaire |
| FEDERATION FRANCAISE DE L'ASSURANCE (FFA) | SYNDICAT PROFESSIONNEL | France | COMMISSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE | Membre de la Commission titulaire |
| GESPRE EUROPE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| GMF ASSURANCES | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| LYBERNET ASSURANCES (absorbée) | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| MAAF ASSURANCES SA | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| MAAF VIE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| MMA IARD | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |
| MMA VIE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DE THIERRY CRAHES EXERCES AU COURS DE L'EXERCICE 2018

## 1. Mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2018

### En nom propre

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat |
|---|---|---|---|---|
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | COMITE DE REMUNERATION | Membre du Comité |
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | COMITE RISQUES AUDIT ET CONFORMITE | Membre du Comité |
| LE MANS TECH | ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Président |

### En qualité de représentant de COVEA COOPERATIONS

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire | Représenté par / représente |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | COVEA COOPERATIONS | CRAHES Thierry |

### En qualité de représentant de MMA IARD

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire | Représenté par / représente |
|---|---|---|---|---|---|---|
| LE MANS TECH | ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | MMA IARD | CRAHES Thierry |

### En qualité de représentant de MMA VIE

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire | Représenté par / représente |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CARMAVIE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | MMA VIE | CRAHES Thierry |

## 2. Mandats et fonctions ayant pris fin au cours de l'exercice 2018

### En qualité de représentant de COVEA COOPERATIONS

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire | Représenté par / représente | Date de fin de fonction |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LYBERNET ASSURANCES (absorbée) | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | COVEA COOPERATIONS | CRAHES Thierry | 01/01/2018 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DE DANIEL BELIKI
# EXERCES AU COURS DE L'EXERCICE 2018

## 1. Mandats et fonctions en cours au 31 décembre 2018

### En nom propre

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire |
|---|---|---|---|---|---|
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | COMITE RISQUES AUDIT ET CONFORMITE | Membre du Comité | BELIKI Daniel |

### En qualité de représentant de MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire | Représenté par / représente |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CARMA | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES | BELIKI Daniel |
| CARMAVIE | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES | BELIKI Daniel |

## 2. Mandats et fonctions ayant pris fin au cours de l'exercice 2018

### En qualité de représentant de MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES

| Société | Forme juridique | Pays | Organe de gestion | Mandat | Mandataire | Représenté par / représente | Date de fin de fonction |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LYBERNET ASSURANCES (absorbée) | SOCIETE ANONYME | France | CONSEIL D'ADMINISTRATION | Administrateur | MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES | BELIKI Daniel | 01/01/2018 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

**KPMG S.A.**
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

**PricewaterhouseCoopersAudit**
63 rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex
France

# CARMA S.A.

## *Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés*

Exercice clos le 31 décembre 2018
CARMA S.A.
4-8 rue du Marquis de Raies - 91008 Evry Cedex
*Ce rapport contient 32 pages*
Référence : RT-192-53

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

KPMG S.A.
**Siège social**
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

**PricewaterhouseCoopersAudit**
63 rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex
France

**CARMA S.A.**

Siège social : 4-8 rue du Marquis de Raies - 91008 Evry Cedex
Capital social : €. 23 270 000

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société CARMA S.A.,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CARMA S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Évaluation des provisions techniques :**

***Risque identifié***

Les provisions techniques, figurant au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant de 214,9 M€, dont respectivement 7,4 M€ et 141,7 M€ de provisions pour sinistres vie et non vie, représentent un des postes les plus importants du passif.

La charge de provisions pour sinistres correspond à l'estimation des charges de prestations survenues et non payées tant en principal qu'en accessoire (frais de gestion) et intègrent également une part pour les prestations non connues ou tardives.

Les provisions pour sinistres à payer sont estimées sur des bases statistiques et actuarielles, permettant de couvrir les éventuelles évolutions défavorables en termes de liquidation, selon les modalités de détermination mentionnées dans la note 1.4.4 – Provisions techniques de l'annexe.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des hypothèses à retenir, des modèles de calcul à utiliser, du taux de frais de gestion ou du taux d'actualisation retenus

Les principaux risques identifiés portent sur :

- une mauvaise estimation des provisions pour sinistres à payer,
- l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées pour le calcul des charges ultimes.

Ces risques concernent toutes les garanties, mais surtout les branches « automobile » et MRH.

Compte tenu du poids relatif de ces provisions au bilan et de l'importance du jugement exercé par la direction, nous avons considéré l'évaluation de ces provisions comme un point clé de l'audit.

***Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque***

L'objectif de nos diligences est de nous assurer du caractère raisonnable des estimations, de leur conformité à la réglementation et de l'absence de biais significatif, volontaire ou non, dans leur détermination. L'appréciation de ce caractère raisonnable tient compte des éléments suivants :

- l'évaluation des provisions pour sinistres à payer doit être suffisamment prudente pour couvrir le règlement à l'ultime de tous les sinistres,
- il existe, en général, une fourchette d'estimations raisonnables et non pas un point unique,
- la fourchette d'estimations doit prendre en compte des scenarii de développements défavorables,



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

- l'approche doit respecter le principe de permanence des méthodes.

Les travaux réalisés ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle autour de la gestion des dossiers de sinistres et tester la conception et l'efficacité des contrôles clés identifiés,
- mettre à jour notre compréhension des procédures et méthodes de calcul concourant à la détermination des provisions pour sinistres à payer,
- apprécier la pertinence des méthodes statistiques et le caractère approprié des hypothèses actuarielles retenues par la société, ainsi que la conformité des hypothèses à celles prescrites par la réglementation,
- réaliser une estimation indépendante des provisions de sinistres sur une sélection de branches,
- réaliser des tests sur un échantillon des données sources utilisées dans les calculs,
- effectuer un rapprochement entre les données utilisées dans les triangles et les données comptables,
- valider la piste d'audit des provisions techniques comptabilisées,
- procéder à une analyse des boni/mali de liquidation.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carma par vos assemblées générales du 24 juin 2003 pour le cabinet KPMG S.A. et du 7 juin 2002 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. était, dans la 16ème année et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 17ème année de leur mission sans interruption dont respectivement 16 et 17 années depuis la date à laquelle l'entité est entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

*Rapport au comité d'audit*

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 3 mai 2019

KPMG S.A.

Régis Tribout
*Associé*

Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2019

PricewaterhouseCoopersAudit

Gérard Courrèges
*Associé*



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

assurance

# Plaquette comptes consolidés au 31 décembre 2018

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# Etats Financiers consolidés établis selon les normes comptables françaises telles qu'adoptées en France au 31 décembre 2018

Compagnie d'assurance multi-locale, multi-format et multicanale, Le Groupe CARMA emploie plus de 200 collaborateurs en France. Présente dans 3 pays (France, Italie et Espagne) avec près de 20 partenaires, le Groupe a réalisé 264 millions d'euros de primes acquises en 2018. En synergie avec le Groupe Carrefour, sa maison mère, le Groupe CARMA accompagne la vie quotidienne de ses assurés et s'engage pour une prestation plus durable et responsable sur les 4,7 millions de contrats à son portefeuille.

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# Table des matières


Etats de synthèse ..... 4
Bilan au 31 décembre 2018 ..... 4
Variation des capitaux propres ..... 5
Compte de résultat au 31 décembre 2018 ..... 6
Engagements reçus et donnés 2018 ..... 6

1 Notes annexes ..... 7
1.1 Faits marquants intervenus au cours de l'exercice ..... 7
1.2 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice ..... 8
1.3 Note 1 : Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation ..... 8
1.3.1 Normes comptables applicables ..... 8
1.3.2 Modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation ..... 8
1.3.3 Date de clôture des entreprises consolidées ..... 10
1.3.4 Présentation sectorielle des comptes consolidés ..... 10
1.3.5 Elimination des opérations intra-groupe 10
1.4 Note 2 : Méthodes et règles d'évaluation ... 10
1.4.1 Immobilisations incorporelles ..... 10
1.4.2 Placements ..... 11
1.4.3 Frais d'acquisition reportés ..... 11
1.4.4 Provisions techniques ..... 12
1.4.5 Réassurance ..... 13
1.4.6 Provisions pour risques et charges .... 13
1.4.7 Engagement de retraite ..... 13
1.4.8 Immobilisations corporelles ..... 14
1.4.9 Impôts sur les sociétés ..... 14
1.4.10 Analyse sectorielle des frais généraux 14
1.4.11 Analyse sectorielle du produit net des placements ..... 14
1.4.12 Résultat par action ..... 15
1.5 Note 3 : Périmètre de consolidation ..... 15
1.5.1 Liste des sociétés consolidées ..... 15
1.6 Notes annexes aux postes du bilan, du tableau des engagements reçus et données et du compte de résultat ..... 15
1.6.1 Note 4 Bilan actif ..... 15
1.6.2 Note 5 Bilan passif ..... 18
1.6.3 Note 6 Engagements reçus et donnés 20
1.6.4 Note 7 Compte de résultat ..... 20
1.6.5 Note 8 Informations sectorielles ..... 24



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# Etats de synthèse

## Bilan au 31 décembre 2018

| *(en millions d'euros)* | Note | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| **Ecart d'acquisition** | | - | - |
| **Actifs incorporels** | **Note 4.1** | **16,7** | **17,6** |
| - Portefeuille de contrats | | - | - |
| - Autres | | 16,7 | 17,6 |
| **Placements des entreprises d'assurance** | **Note 4.2** | **266,6** | **257,2** |
| - Terrains et constructions | | - | - |
| - Placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | | - | - |
| - Autres placements | | 266,6 | 257,2 |
| **Placements représentant les engagements en unité de compte** | | - | - |
| **Placements des autres entreprises** | | - | - |
| **Titres mis en équivalence** | | - | - |
| **Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques** | **Note 4.3** | **55,6** | **65,9** |
| **Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance** | **Note 4.4** | **13,3** | **30,1** |
| **Créances sur les entreprises du secteur bancaire** | **Note 4.5** | **4,9** | **5,0** |
| **Autres créances** | **Note 4.6** | **2,0** | **3,5** |
| **Autres actifs** | **Note 4.7** | **2,2** | **2,1** |
| - Immobilisations corporelles | | 2,1 | 1,9 |
| - Autres | | 0,1 | 0,2 |
| **Comptes de régularisation - actif** | **Note 4.8** | **27,2** | **25,2** |
| - Frais d'acquisition reportés | | 18,6 | 19,1 |
| - Impôts différés Actif | | 3,3 | 0,8 |
| - Charges constatées d'avance | | 2,4 | 2,4 |
| - Autres comptes de régularisation - actif | | 3,0 | 2,8 |
| **Différences de conversion** | | - | - |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | | **388,6** | **406,6** |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

| *(en millions d'euros)* | Note | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|
| **Capitaux propres du Groupe** | **Note 5.1** | **107,8** | **97,1** |
| - Capital social ou fonds équivalents | | 23,3 | 23,3 |
| - Primes | | 24,0 | 12,8 |
| - Réserves | | 49,8 | 52,7 |
| - Résultat de l'exercice | | 10,7 | 8,3 |
| **Intérêts minoritaires** | | - | - |
| **Passifs subordonnés** | | - | - |
| **Provisions techniques brutes** | **Note 5.2** | **214,9** | **239,8** |
| - Provisions techniques vie | | 7,4 | 8,3 |
| - Provisions techniques non vie | | 207,5 | 231,5 |
| **Provisions techniques en unité de compte** | | - | - |
| **Provisions pour risques et charges** | **Note 5.3** | **11,5** | **12,2** |
| **Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance** | **Note 5.4** | **14,5** | **18,8** |
| **Dettes représentées par des titres** | | - | - |
| **Dettes envers les entreprises du secteur bancaire** | **Note 5.5** | **1,8** | **2,1** |
| **Autres dettes** | **Note 5.6** | **34,1** | **32,9** |
| **Comptes de régularisation - passif** | **Note 5.7** | **3,9** | **3,7** |
| **Différences de conversion** | | - | - |
| **TOTAL DU PASSIF** | | **388,6** | **406,6** |

## Variation des capitaux propres

| *(en millions d'euros)* | Capital | Primes | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Total des capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|
| **Situation au 31 décembre 2016** | **23,27** | **12,78** | **46,90** | **7,83** | **90,78** |
| **Mouvements sur l'année N** | - | - | - | - | - |
| - Affectation du résultat N-1 | - | - | 7,83 | - 7,83 | - |
| - Résultat N | - | - | - | 8,21 | 8,21 |
| - Variation de capital | - | - | - | - | - |
| - Versement du dividende | - | - | - 2,01 | - | - 2,01 |
| - Ecarts de conversion | - | - | - | - | - |
| - Primes d'émission et autres | - | - | - | - | - |
| - Autres mouvements | - | - | 0,08 | - | 0,08 |
| **Situation au 31 décembre 2017** | **23,27** | **12,78** | **52,79** | **8,21** | **97,05** |
| **Mouvements sur l'année N** | - | - | - | - | - |
| - Affectation du résultat N-1 | - | - | 8,21 | - 8,21 | - |
| - Résultat N | - | - | - | 10,68 | 10,68 |
| - Variation de capital | - | - | - | - | - |
| - Versement du dividende | - | - | - | - | - |
| - Ecarts de conversion | - | - | - | - | - |
| - Primes d'émission et autres | - | 11,21 | - | - | 11,21 |
| - Autres mouvements | - | - | - 11,27 | - | - 11,27 |
| **Situation au 31 décembre 2018** | **23,27** | **23,99** | **49,73** | **10,68** | **107,67** |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## Compte de résultat au 31 décembre 2018

| *(en millions d'euros)* | Note | Activités Assurance NON-Vie | Activités Assurance VIE | Autres Activités | 2018 | 2017 | Var. en € | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Primes émises | | 199,1 | 64,3 | - | 263,4 | 262,3 | 1,1 | 0,4% |
| Variation des primes non acquises | | 0,6 | - | - | 0,6 | 4,6 - | 4,0 | -87% |
| Primes acquises | Note 8.2 | 199,7 | 64,3 | - | 264,0 | 266,9 - | 3,0 | -1% |
| Produits d'exploitation bancaire | | - | - | - | - | - | - | 0% |
| Chiffres d'affaires ou produits des autres activités | | 0,9 | - | - | 0,9 | 0,9 - | 0,0 | -3% |
| Autres produits d'exploitation | | 1,6 | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 2,3 - | 0,6 | -26% |
| Produits financiers nets de charges | Note 7.1 | 4,0 | 0,3 | - | 4,3 | 5,7 - | 1,4 | -24% |
| Total des produits d'exploitation courante | | 206,2 | 64,6 | 0,0 | 270,9 | 275,8 - | 4,9 | -2% |
| Charges des prestations d'assurance | Note 7.2 - | 74,8 - | 10,34 - | 0,1 | 85,2 - | 98,2 | 13,0 | -13% |
| Charges ou produits nets de cession en réassurance | - | 20,7 - | 0,1 | - | 20,9 - | 21,9 | 1,0 | -5% |
| Charges d'exploitation bancaire | | - | - | - | - | - | - | 0% |
| Charges des autres activités | - | 4,9 | 6,8 | - | 1,9 - | 0,4 | 2,4 | -575% |
| Charges de gestion | Note 7.2 - | 95,9 - | 53,3 | - | 149,2 - | 140,8 - | 8,4 | 6% |
| Total des charges d'exploitation courante | - | 196,3 - | 56,9 - | 0,1 | 253,3 - | 261,2 | 7,9 | -3% |
| Résultat de l'exploitation courante | | 9,9 | 7,7 - | 0,1 | 17,5 | 14,6 | 2,9 | 20% |
| Transferts intersectoriels | | 7,3 - | 6,8 - | 0,51 | 0,0 | - | 0,0 | 0% |
| Résultat de l'exploitation courante économique | | 17,3 | 0,8 - | 0,56 | 17,5 | 14,6 | 2,9 | 20% |
| Autres produits nets | | 0,1 | - | 0,0 | 0,1 | 1,1 | 1,2 | -106% |
| Résultat exceptionnel | Note 7.3 - | 2,0 | 0,0 - | 0,0 | 2,0 - | 0,5 - | 1,5 | 301% |
| Impôts sur les résultats | Note 7.4 - | 4,5 - | 0,2 - | 0,1 | 4,9 - | 4,7 - | 0,2 | 3% |
| Résultat net des entreprises intégrées | | 10,8 | 0,6 - | 0,7 | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence | | | | | - | - | - | 0% |
| Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition | | | | | - | - | - | 0% |
| Résultat net de l'ensemble combiné | | | | | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Intérêts minoritaires | | | | | - | - | - | 0% |
| Résultat net (part du Groupe) | | | | | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Résultat par action (en euros) | | | | | 7,0 | 5,4 | 1,6 | 29% |
| Résultat dilué par action (en euros) | | | | | | - | | |

## Engagements reçus et donnés 2018

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Engagements reçus | | - |
| Engagements donnés | | - |
| Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires | 20,7 | 13,6 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

# 1 Notes annexes

## 1.1 Faits marquants intervenus au cours de l'exercice

**L'année 2018 a été marquée par les principales réalisations suivantes :**

**Restructuration du Groupe Carma**

Le Groupe Carma était composé, avant la restructuration, de la société Carma (assurance IARD), la mère, et de 3 filiales : Lybernet Assurances (assurances IARD et gestion pour compte), Carmavie (assurance vie) et Carma Courtage (courtage et prestations de services en assurance).

La restructuration du Groupe s'est articulée autour de 2 opérations principales :

- Un apport partiel d'actifs de la Branche Complète d'Activité « Gestion pour compte » de la société Lybernet Assurances à la société Carma Courtage ;
- Une fusion simplifiée par absorption de la société Lybernet Assurances par la société carma avec transfert de portefeuille, sous réserve de l'autorisation de l'ACPR.

Ces opérations ont entrainé le transfert du portefeuille des contrats d'assurance de la société Lybernet Assurances au profit de la société Carma (autorisé par l'ACPR le 23 décembre 2018) et la dissolution de plein droit de la société Lybernet Assurances, le 23 décembre 2018, étant précisé que la société Carma Courtage a changé de dénomination sociale le 20 novembre 2018 pour devenir la société Lybernet.

Ces opérations de restructuration du Groupe Carma ont permis de simplifier l'organisation du Groupe en renforçant le positionnement de la société Carma dans son rôle de structure de référence en assurance IARD au sein du Groupe et en reclassant l'activité de « Gestion pour compte » développée par Lybernet Assurances au sein de la société Lybernet (ex Carma Courtage) afin de créer une structure unique experte en distribution et gestion pour compte.

**Gouvernance**

Nomination de Frédéric Mazurier en tant que président du conseil d'administration de Carma lors du conseil d'administration Carma du 30 janvier 2018 en lieu et place de Gauthier Durand Delbecque démissionnaire.

Mise en place d'un comité des rémunérations lors du conseil d'administration Carma du 30 janvier 2018.

Nomination de Fabrice Lecuyer en tant que directeur général de Carma en lieu et place de Pierre Olivier Grall le 19 décembre 2018.

**Innovation**

L'année 2018 a été marquée par le lancement de l'assurance en libre-service dans les formats hypermarchés, supermarchés, et magasins de proximité du groupe Carrefour en France. Les produits concernés sont les suivants : l'assurance scolaire et extra-scolaire et la garantie Multi Nomades (lancés à l'été 2018), et la garantie Panne + 2 ans d'extension de garantie Console de jeux (lancée en fin d'année).

**Produits Non Vie**

L'extension de garantie Panne (+1 an / +2 ans / +3 ans) pour les appareils nomades a été ajoutée à la gamme de garanties électroménager (limitée uniquement aux PC portables pour l'Hyper).
Enfin, les appareils des catégories Accessoires et composants, Périphériques, et Objets connectés peuvent désormais être assurés sur le site Rue du Commerce
Une refonte du site internet de Carrefour Assurance a été livrée en juin 2018. Les produits pouvant être souscrits sur ce site sont les suivants : Auto, MRH, Garantie Multi Nomades, Assurance santé chien / chat, Protection Famille, Protection Avenir, Assurance scolaire et extra-scolaire, garantie Panne + 2 ans Console de jeux, Assurance Santé. Le site permet également aux clients libre-service de souscrire au produit d'assurance choisi via un parcours dédié.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Produits Vie

Suite à une restructuration de la succursale italienne de Carrefour Banque, la commercialisation de l'assurance emprunteur en Italie a été arrêtée le 30 septembre 2018, Carmavie poursuit la couverture des prêts en cours : mise en run-off de cette activité.

## 1.2 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'y a pas eu d'événement postérieur au 31 décembre 2018 susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes.

## 1.3 Note 1 : Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

### 1.3.1 Normes comptables applicables

La société CARMA (ci-après dénommée « la Société »), société anonyme au capital de 23 270 000 euros est une entreprise régie par le code des assurances domiciliée 6 rue du marquis de Raies- 91008 Evry cedex.
Les états financiers consolidés de l'exercice 2018 comprennent la Société et ses filiales (ci-après dénommées ensemble « le Groupe CARMA »). Ils sont établis et présentés en millions d'euros, monnaie fonctionnelle de la Société.
Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au règlement n°2000-05 du 7 décembre 2000 du comité de la réglementation comptable (CRC) relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances, y compris les modifications qui y ont été introduites ultérieurement par d'autres règlements du comité de la réglementation comptable (CRC) ou de l'autorité des normes comptables (ANC) (notamment les règlements ANC n° 2015-09 du 23 novembre 2015 et ANC n° 2016-11 du 12 décembre 2016 applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016), et conformément aux méthodes et règles d'évaluation décrites dans la note 2.
Les comptes consolidés donnent une présentation sectorielle des activités du Groupe CARMA. Celles-ci se décomposent entre l'assurance non vie, l'assurance vie et les autres activités. Chaque secteur ainsi défini suit son propre plan comptable, soit respectivement le plan comptable des assurances pour l'assurance non-vie et vie (confère dispositions prévues par le règlement ANC n°2015-11 relatifs aux comptes annuels des entreprises d'assurance et des dispositions prévues par le code des assurances) et le plan comptable général pour les autres activités (confère dispositions du règlement ANC n°2014-03 modifié), sous réserve des dispositions particulières prévues dans les règles de consolidation et de présentation des consolidés précitées.

### 1.3.2 Modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

#### .3.2.1 Règles et modalités de consolidation

**Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés du Groupe CARMA regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, la Société n'exerçant pas de contrôle conjoint ou d'influence notable sur d'autres entreprises. Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe CARMA obtient effectivement son contrôle. Les entreprises sous contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale. Le contrôle existe



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

lorsque CARMA a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières ou opérationnelles d'une entité afin de tirer avantage de ses activités. La détermination du pourcentage de contrôle prend en compte les droits de votes potentiels qui donnent accès à des droits de vote complémentaires, dès lors qu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles.

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation du Groupe CARMA comprend :

- La société CARMA dont le siège social est domicilié 6 rue du marquis de raies à Evry (91008) et enregistrée avec le Siren n° 330 598 616. La société CARMA représente la société mère au capital de 23 270 000 euros ;
- La société anonyme CARMA Vie, dont le siège social est domicilié 1 rue Jean Mermoz à Evry (91002), enregistrée au RCS d'Evry n° 428 798 136 et au capital de 6 100 000 euros, détenue à 99,99 % par la Société, est intégrée dans les comptes consolidés du Groupe CARMA par intégration globale ;
- La société par actions simplifiée Lybernet, dont le siège social est domicilié 6 rue du marquis de raies à Evry (91008), enregistrée au RCS d'Evry n° 451 980 601 et au capital de 50 000 euros, détenue à 100 % par la Société, est intégrée dans les comptes consolidés du Groupe CARMA par intégration globale ;

**Règles de consolidation**

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires. Les comptes des sociétés concernées étant toutes françaises et suivis selon les mêmes principes comptables, il n'y a pas de nécessité de retraitement d'homogénéité.

## .3.2.2 Ecarts d'acquisition et d'évaluation

L'écart de première consolidation est constaté lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation. Il représente la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part d'intérêts de la société mère dans les capitaux propres de cette société.

Cet écart est affecté en écart d'évaluation s'il porte sur des éléments corporels et incorporels identifiables.

Le solde non affecté est porté au poste « Ecarts d'acquisition ».

Selon les dispositions du règlement ANC n° 2015-09 du 23 novembre 2015 applicables aux exercices ouverts à compter du 1 er janvier 2016, les écarts d'acquisition pour lesquels il existe une limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques au Groupe CARMA font l'objet d'un amortissement linéaire sur cette durée, ou si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. A l'inverse, les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est non limitée ne donnent pas lieu à amortissement.

Les écarts d'acquisition des entreprises dont les indicateurs sont défavorables font l'objet d'un test de dépréciation sur la base des perspectives d'activité. Lorsque la valeur actualisée est inférieure à la valeur nette consolidée, une dépréciation est constatée et le plan d'amortissement est modifié en conséquence. Pour les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est non limitée, le test de dépréciation est réalisé à chaque exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition négatifs correspondent généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition réalisée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Ils sont rapportés au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Le groupe CARMA a comptabilisé dans ses comptes au 31 décembre 2017 un écart d'acquisition négatif de 11,7 M€ lié au rachat de 100% des titres Lybernet au 19 décembre 2016 pour un montant de 2 M€.

Cet écart d'acquisition négatif sera repris dans les comptes de résultat des cinq premiers exercices post acquisition de Lybernet, conformément au business plan prévisionnel qui prévoit un retour sur investissement à 5 ans.

Cet écart d'acquisition négatif est comptabilisé au passif du bilan en provision pour risques et charges.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

| *(en millions d'euros)* | 2017.12 | 2018.12 | 2019.12 | 2020.12 | 2021.12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur d'ouverture | 11,70 | 9,36 | 7,02 | 4,68 | 2,34 |
| Amortissement | 2,34 | 2,34 | 2,34 | 2,34 | 2,34 |
| Valeur de clôture | 9,36 | 7,02 | 4,68 | 2,34 | - |

### 1.3.3 Date de clôture des entreprises consolidées

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation arrêtés au 31 décembre 2018.

### 1.3.4 Présentation sectorielle des comptes consolidés

Le compte de résultat consolidé est présenté par secteur d'activité : les secteurs « assurance vie » et « assurance non vie » regroupent respectivement, la société d'assurance vie « CARMA Vie » et la société d'assurance non vie « CARMA ». Le secteur « autres activités » est composé de la société de courtage « Lybernet ».

Les opérations réciproques, qu'elles soient internes au sein d'un secteur d'activité ou qu'elles concernent plusieurs secteurs sont éliminées en consolidation.

### 1.3.5 Elimination des opérations intra-groupe

Sont éliminées, les opérations intra-groupes suivantes :

- Les comptes de dettes et créances liés principalement aux commissions de gestion et d'apports d'affaires ainsi que les refacturations entre les différentes entités du périmètre de consolidation ;
- Les commissions de gestion entre sociétés du groupe CARMA impactant le compte de résultat ;
- Les dividendes versés par les filiales à la société mère CARMA.

## 1.4 Note 2 : Méthodes et règles d'évaluation

### 1.4.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels achetés ou créés en interne, sont inscrits en actifs incorporels à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) et sont amortis linéairement. Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'outils de back-office et 3 à 5 ans pour les développements d'outils marketing ou digitaux.

- Un actif incorporel doit être déprécié s'il existe un quelconque indice montrant qu'il a pu perdre de la valeur, et notamment si des changements importants, déjà survenu ou anticipés, incluent des plans d'abandon ou de restructuration du secteur d'activité auquel l'actif appartient, ou des plans de sortie de l'actif avant la date prévue initialement. S'agissant des logiciels, les normes prévoient deux traitements possibles :
- L'actif est définitivement abandonné auquel cas, il doit être sorti du bilan lors de sa mise au rebut (fin de son utilisation)
- L'actif est temporairement abandonné mais pourra être utilisé ultérieurement individuellement ou dans le cadre d'un nouveau projet. Dans ce cas, une provision doit être constatée permettant de ramener l'actif à sa valeur d'utilité.

Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## 1.4.4 Provisions techniques

Ces provisions sont déterminées brutes de réassurance, la part à la charge de des réassureurs figurant à l'actif.

**Provisions pour primes non acquises :**
Cette provision est définie à l'article R 343-7 du code des assurances *« provision destinée à constater, pour l'ensemble des contrats en cours, la part des primes émises et des primes restant à émettre se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime ou, à défaut, du terme du contrat »*
Elle concerne principalement les primes des contrats dits de remplacement/réparation de téléviseurs ou d'appareils électroménagers défectueux (extension de garanties après garantie du constructeur), les primes des contrats de remplacement/réparation des téléphones portables et appareils nomades endommagés, volés ou ayant subi une oxydation et les primes uniques sur l'assurance emprunteur Italie au financement des prêts.
Elle constate pour l'ensemble des contrats en cours prorata temporis, la part des primes émises qui se rapporte à la période comprise entre la date d'inventaire et le terme du contrat avec le cas échéant un différé de couverture d'assurance.

**Provisions pour sinistres non-vie :**
Ce sont des provisions correspondant à la valeur estimative des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non payés, y compris les capitaux constitutifs des rentes non encore mises à la charge de l'entreprise conformément à l'article R 343-7 du code des assurances.
Les prévisions de recours sont estimées par référence aux cadences d'encaissement.
L'évaluation des provisions pour sinistre à payer répond à une méthodologie réalisée par le service Actuariat du Groupe CARMA.
Cette méthodologie repose notamment sur

- une redondance des calculs : à minima 3 méthodes d'évaluations différentes,
- de préférence des méthodes basées sur les triangles de règlements, une méthode de coûts moyens et une méthode sur les triangles de charge
- le strict respect des règles légales et particulièrement ceux anciennement en vigueur dans le code des assurances et désormais émises par l'ANC.

Des provisions de frais de gestion de sinistres sont également constituées afin de couvrir les frais futurs des sinistres.

**Autres provisions techniques non vie :**

Provision mathématique des rentes (article R 343-7 du code des assurances)

Les provisions de rentes d'incapacité-invalidité en dommages corporels sont calculées par l'utilisation de la table TD 88-90 (article 143-2 du règlement ANC n°2015-11) incluant un taux de frais de gestion de 3,2%.
Suite à l'arrêté du 23 décembre 2010 qui a modifié le taux d'actualisation des provisions techniques non-vie des entreprises d'assurance, pour les contrats couvrant des risques autres que les dommages corporels, le taux d'actualisation est plafonné à 60% du TME moyen des 24 derniers mois soit, au 31 décembre 2018, 0,49%.
Pour les accidents survenus à partir du 1 er janvier 2013, les revalorisations des rentes allouées aux victimes seront à la seule charge des assureurs. Ce transfert de charge induit la nécessité de provisionner dans les comptes les revalorisations futures. Le taux d'inflation prévisionnel retenu dans les comptes 2018, est de 2.25 % (article 143-2 du règlement ANC n°2015-11).

Provision pour risques en cours (article R 343-7 du code des assurances)

Une provision pour risques en cours a été constituée pour la gamme de contrats dits de remplacements, casse et vols des produits électroménagers (téléviseurs, mobiles, tablettes, gros électroménager) commercialisée en Espagne. La provision pour risque en cours (PREC) a pour objectif de compléter la provision pour primes non acquises lorsque cette dernière s'avère insuffisante, c'est-à-dire en cas de sous-tarification (lorsque le ratio combiné est supérieur à 100%).
Elle a été calculé sur le ratio combiné observé des années 2017 et 2018.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Au cours de l'exercice 2018, CARMA a mis au rebut du matériel bureautique et informatique.

## 1.4.2 Placements

**Placements des sociétés d'assurance non vie et d'assurance vie**

- Obligations et autres titres à revenu fixe :

Les obligations et autres titres à revenu fixe comprennent les valeurs mobilières amortissables, répondant aux critères ci-dessous :

- titres émis par une personne morale de droit privé ayant son siège social dans un état membre de l'OCDE ;
- titres émis et/ou garantis par un état membre de l'OCDE ou assimilés ;

Les titres à revenu fixe sont inscrits à leur prix d'achat ou de revient hors intérêts courus à la date d'acquisition, dans les comptes de la classe 2 dénommés « placements », conformément à l'article 121-1 du règlement ANC n°2015-11.
Les intérêts courus au 31-12-2018 sont affectés en revenus des placements du compte de résultat non technique par la contrepartie d'un compte de régularisation actif.

Conformément aux articles R 343-9 du code des assurances et aux articles 123-1 et suivants du règlement ANC n° 2015-11, une provision pour dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements : paiement des intérêts et remboursement du capital.

- Actions et titres à revenu variable :

Les actions des sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds commun de placement sont retenues pour le dernier prix de rachat publié.
Les actions et autres titres à revenu variable font l'objet d'une provision dès lors qu'ils présentent une dépréciation à caractère durable.
Le caractère durable de la moins-value latente est présumé dans les cas suivants :

- Il existait d'ores et déjà une provision pour dépréciation sur cette ligne de placement à l'arrêté précédent,
- Le placement a été constamment en situation de moins-value latente significative au regard de sa valeur comptable sur la période de 6 mois consécutifs précédant l'arrêté des comptes,
- Il existe des indices objectifs permettant de prévoir que l'entreprise ne pourra recouvrer tout ou partie de la valeur comptable du placement.

Le critère de moins-value significative peut être généralement défini, pour les actions et titres à revenu variable à 20%, c'est ce taux qui a été retenu pour l'exercice 2018.

## 1.4.3 Frais d'acquisition reportés

Les entreprises pratiquant les opérations mentionnées au 2° ou au 3° de l'article L. 310-1 du code des assurances inscrivent à l'actif du bilan la fraction non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats. Le montant reporté est calculé sur la base de méthodes statistiques, dans les mêmes conditions et selon les mêmes méthodes que la provision pour primes non acquises. S'agissant de contrats d'extension de garanties, les frais d'acquisition reportés sont rapportés en charges sur les exercices de couverture d'assurance. La fraction non imputable à l'exercice des commissions des réassureurs est également inscrit au bilan; le montant reporté est calculé et repris en compte de résultat selon les mêmes méthodes que celles retenues pour les frais d'acquisition des affaires brutes correspondantes.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Dans le cadre de la clôture, elle est le résultat du maximum entre la provision pour risques en cours calculée sur le total de la gamme de contrats dits de remplacements, casse et vols des produits électroménagers Espagne et la somme des provisions pour risques en cours de chaque produit de la gamme.

**Provisions pour sinistres vie :**

Les provisions pour sinistres à payer vie sont calculées avec la méthodologie « Chain Ladder » (méthodologie de triangles de règlements) ou à défaut une de ses variantes (« Taylor », « London Chain » et « de Vylder »). Cette méthodologie standard de marché estime la charge de sinistres convenue en référence aux coefficients de développement observés par le passé.

## 1.4.5 Réassurance

Les éléments reçus des cessionnaires et des cédantes sont enregistrés immédiatement en comptabilité. Les primes cédées qui n'ont pas été appelées par les réassureurs sont estimées au 31 décembre 2018 et comptabilisés en dettes nées d'opérations de réassurance. Lorsque l'existence d'une perte sur les acceptations est connue, celle-ci est provisionnée pour son montant prévisible.
Les éléments cédés (primes, sinistres, provisions techniques) sont déterminés en fonction des traités de réassurance et en utilisant les mêmes règles de comptabilisation et d'évaluation que celles qui s'appliquent aux éléments bruts.

## 1.4.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges enregistrent les passifs, découlant d'une obligation probable ou certaine à la date de clôture, mais dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

## 1.4.7 Engagement de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi sont les avantages du personnel payables après la cessation de l'emploi, principalement des primes de fin de carrière au sein du Groupe CARMA. Conformément à la recommandation ANC n°2013-02, les indemnités de fin de carrière sont considérées comme des avantages à prestations définies, constituant un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.
Le Groupe CARMA procède chaque année à l'estimation de ces engagements et la provision constituée est ajustée en fonction de l'évolution de la valeur actuelle nette de ces engagements de façon à couvrir intégralement l'engagement. Le montant provisionné est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.
La charge annuelle comptabilisée au titre des régimes de prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, des intérêts nets liés à l'actualisation du passif net, des coûts des services passés résultants des éventuelles



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

modifications ou réductions de régimes, ainsi que des conséquences des liquidations éventuelles de régimes.

### 1.4.8 Immobilisations corporelles

Les actifs corporels d'exploitation sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et font l'objet d'amortissements annuels sur le mode linéaire selon les durées suivantes :

| Actifs corporels | Durée d'amortissement |
|---|---|
| Agencements | 8 ans |
| Matériel de transport | 4 ans |
| Matériel | 3 à 8 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |

### 1.4.9 Impôts sur les sociétés

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur en France sur la période à laquelle se rapportent les résultats.
Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Des passifs d'impôt différés sont reconnus pour toutes les différences temporaires taxables.

### 1.4.10 Analyse sectorielle des frais généraux

Les charges des secteurs « Assurance non vie » et « Assurance vie » sont en principe des charges techniques. Les charges techniques sont ventilées en frais de règlement des sinistres, frais d'acquisition, frais d'administration, frais de gestion des placements et autres charges techniques. Les frais exposés pour les activités sans lien technique avec l'activité d'assurance figurent en charges non techniques et les opérations qui par nature ont un caractère non récurrent et étranger à l'exploitation, apparaissent en charges exceptionnelles.
L'enregistrement des charges aux comptes par destination est effectué individuellement pour les charges directement affectables à une destination. Lorsqu'une charge a plusieurs destinations ou n'est pas directement affectable, elle est affectée aux différents comptes par destination par application d'une clé de répartition.

### 1.4.11 Analyse sectorielle du produit net des placements

Les produits et les charges des placements des sociétés des secteurs « Assurance non vie » et « Assurance vie » sont portés dans un premier temps, selon le cas, au compte non technique de l'assurance non vie ou au compte technique de l'assurance vie et ventilé entre la part technique et la part non technique



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

selon la proportion des provisions techniques (y compris la réserve de capitalisation) et les fonds propres (hors réserve de capitalisation).

### 1.4.12 Résultat par action

Les méthodes de calcul du résultat par action et du résultat dilué par action sont fondées sur l'avis de l'ordre des experts comptables n°27. Le résultat par action correspond au résultat net de l'exercice (part du groupe) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le calcul du résultat net dilué par action est semblable au calcul du résultat par action à la différence que
le résultat net de l'exercice (part du groupe) et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.
A la date d'arrêté, il n'existe aucun instrument dilutif en actions ordinaires.

## 1.5 Note 3 : Périmètre de consolidation

### 1.5.1 Liste des sociétés consolidées

Les 3 sociétés consolidées au 31 décembre 2018 (toutes en intégration globale) sont les suivantes :

| | Activité | Pays | % d'intérêt décembre 2017 | Mouvement de périmètre | % d'intérêt décembre 2018 | % de contrôle décembre 2018 | Méthode de consolidation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CARMA SA**<br>**4 - 8 RUE DU MARQUIS DE RAIES**<br>**91008 EVRY** | Assurance Non Vie | France | 100% | | 100% | 100% | Société consolidante |
| **CARMA VIE SA**<br>**1 RUE JEAN MERMOZ**<br>**91008 EVRY** | Assurance Vie | France | 100% | | 100% | 100% | Intégration globale |
| **LYBERNET SAS**<br>**6 RUE DU MARQUIS DE RAIES**<br>**91008 EVRY** | Courtage | France | 100% | | 100% | 100% | Intégration globale |

## 1.6 Notes annexes aux postes du bilan, du tableau des engagements reçus et données et du compte de résultat

### 1.6.1 Note 4 Bilan actif

#### .6.1.1 Note 4.1 Actifs incorporels

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Valeur brute | Amortissement | Valeur nette | Valeur nette |
| Logiciels acquis, développés et en cours | 26,58 | - 9,90 | 16,7 | 17,6 |
| Autres actifs incorporels | 0,41 | - 0,41 | 0,0 | 0,0 |
| **TOTAL** | **27,0** | **- 10,3** | **16,7** | **17,6** |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

### .6.1.2 Note 4.2 Placements des entreprises d'assurance

| *(en millions d'euros)* | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette | Valeur de réalisation | Plus/moins value latente |
|---|---|---|---|---|---|
| Placements immobiliers | 18,4 | - | 18,4 | 18,5 | 0,1 |
| Actions et titres à revenu variable | - | - | - | - | - |
| Parts d'OPCVM actions | 6,0 | - | 6,0 | 5,2 | -0,9 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 224,0 | - | 224,0 | 233,6 | 9,6 |
| Parts d'OPCVM obligataires | 1,0 | - | 1,0 | 1,0 | -0,0 |
| Autres placements | 17,1 | - | 17,1 | 17,1 | -0,0 |
| **TOTAL DES PLACEMENTS** | 266,6 | - | 266,6 | 275,4 | 8,8 |
| Total des placements côtés | 231,5 | - | 231,5 | 266,1 | 34,7 |
| Total des placements non côtés | 35,1 | - | 35,1 | 5,4 | -29,7 |
| Part des placements d'assurance Vie | - | - | - | 17,5 | 17,5 |
| Part des placements d'assurance non Vie | 266,6 | - | 266,6 | 257,9 | -8,7 |

### .6.1.3 Note 4.3 Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques

| *(en millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Provisions techniques Vie** | - | 0,2 |
| - Provisions d'assurance vie | - | - |
| - Provisions pour sinistres | - | 0,2 |
| - Autres provisions techniques | - | - |
| **Provisions techniques non Vie** | 54,9 | 65,8 |
| - Provisions pour primes non acquises | 0,8 | 0,8 |
| - Provisions pour sinistres | 54,1 | 65,0 |
| - Provisions pour risques en cours | - | - |
| - Provisions mathématiques de rentes | - | - |
| - Autres provisions techniques | - | - |
| **TOTAL** | 54,9 | 65,9 |

### .6.1.4 Note 4.4 Créances nées d'opérations d'assurance ou de réassurance

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette | Valeur nette |
| Primes restant à émettre | 4,8 | - | 4,8 | 5,7 |
| Autres créances | 5,9 | - | 5,9 | 12,0 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 2,6 | - | 2,6 | 12,4 |
| **TOTAL** | 13,3 | - | 13,3 | 30,1 |

Les créances nées d'opérations d'assurance ou de réassurance sont à moins d'un an.

### .6.1.5 Note 4.5 Créances sur les entreprises du secteur bancaire

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette | Valeur nette |
| Entreprises d'assurance - avoirs en banque | 2,7 | - | 2,7 | 4,7 |
| Autres entreprises - avoirs en banque | 0,3 | - | 0,3 | 0,3 |
| **TOTAL** | 3,1 | - | 3,1 | 5,0 |

Les créances sur les entreprises du secteur bancaire sont à moins d'un an.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## .6.1.6 Note 4.6 Autres créances

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette | Valeur nette |
| Entreprise d'assurance | | | | |
| - Personnel et comptes rattachés | 0,0 | - | 0,0 | 0,0 |
| - Etat, organismes sociaux | 0,2 | - | 0,2 | 1,2 |
| - Autres créances | 2,2 | - | 2,2 | 2,2 |
| **Total des créances detenues par les entreprises d'assurances** | **2,4** | **-** | **2,4** | **3,4** |
| Autres entreprises | - | - | - | - |
| - Personnel et comptes rattachés | 0,0 | - | 0,0 | - |
| - Etat, organismes sociaux | 0,6 | - | 0,6 | 0,0 |
| - Autres créances | 0,1 | - | 0,1 | 0,0 |
| **Total des créances detenues par les autres entreprises** | **0,7** | **-** | **0,7** | **0,1** |
| **TOTAL** | **3,1** | **-** | **3,1** | **3,5** |

Les autres créances sont à moins d'un an.

## .6.1.7 Note 4.7 Autres actifs

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Valeur brute | Amortissement | Valeur nette | Valeur nette |
| Dépôts et cautionnements | 0,2 | - | 0,2 | 0,2 |
| Autres immobilisations corporelles | 4,3 | - 2,3 | 2,1 | 1,9 |
| **TOTAL** | **4,5** | **- 2,3** | **2,2** | **2,1** |

## .6.1.8 Note 4.8 Comptes de régularisation actif

| | 2018 | | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Non Vie | Vie | Autres activités | Total | Total |
| - Impôts différés actifs | 3,1 | 0,2 | 0,1 | 3,3 | 1,0 |
| - Intérêts et loyers courus non échus | 2,3 | 0,2 | - | 2,5 | 2,4 |
| - Frais d'acquisition reportés | 18,6 | - | - | 18,6 | 19,1 |
| - Charges constatées d'avance | 1,8 | 0,3 | 0,2 | 2,4 | 2,4 |
| - Autres comptes de régularisation - actif | 0,4 | 0,0 | - | 0,4 | 0,4 |
| **TOTAL** | **26,2** | **0,7** | **0,3** | **27,2** | **25,4** |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## 1.6.2 Note 5 Bilan passif

### .6.2.1 Note 5.1 Tableau de variation des capitaux propres consolidés du 1 er janvier 2018 au 31 décembre 2018

| *(en millions d'euros)* | Capital | Primes | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Total des capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|
| **Situation au 31 décembre 2016** | 23,27 | 12,78 | 46,90 | 7,83 | 90,78 |
| **Mouvements sur l'année N** | - | - | - | - | - |
| - Affectation du résultat N-1 | - | - | 7,83 | - 7,83 | - |
| - Résultat N | - | - | - | 8,21 | 8,21 |
| - Variation de capital | - | - | - | - | - |
| - Versement du dividende | - | - | - 2,01 | - | 2,01 |
| - Ecarts de conversion | - | - | - | - | - |
| - Primes d'émission et autres | - | - | - | - | - |
| - Autres mouvements | - | - | 0,08 | - | 0,08 |
| **Situation au 31 décembre 2017** | 23,27 | 12,78 | 52,79 | 8,21 | 97,05 |
| **Mouvements sur l'année N** | - | - | - | - | - |
| - Affectation du résultat N-1 | - | - | 8,21 | - 8,21 | - |
| - Résultat N | - | - | - | 10,68 | 10,68 |
| - Variation de capital | - | - | - | - | - |
| - Versement du dividende | - | - | - | - | - |
| - Ecarts de conversion | - | - | - | - | - |
| - Primes d'émission et autres | - | 11,21 | - | - | 11,21 |
| - Autres mouvements | - | - | - 11,27 | - | - 11,27 |
| **Situation au 31 décembre 2018** | 23,27 | 23,99 | 49,73 | 10,68 | 107,67 |

### .6.2.2 Note 5.2 Provisions techniques brutes de cession en réassurance

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Provisions techniques Vie** | 7,4 | 8,3 |
| - Provisions d'assurance vie | - | - |
| - Provisions pour sinistres | 7,4 | 8,3 |
| - Autres provisions techniques | - | - |
| **Provisions techniques non Vie** | 206,8 | 231,5 |
| - Provisions pour primes non acquises | 51,9 | 52,5 |
| - Provisions pour sinistres | 141,7 | 165,6 |
| - Provisions pour risques en cours | - | - |
| - Provisions mathématiques de rentes | 13,0 | 13,1 |
| - Autres provisions techniques | 0,2 | 0,3 |
| **TOTAL** | 214,2 | 239,8 |

### .6.2.3 Note 5.3 Provisions pour risques et charges

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| - Provision pour engagements sociaux | 1,7 | 1,6 |
| - Autres provisions | 9,8 | 10,6 |
| **TOTAL** | 11,5 | 12,2 |

Les provisions pour risques sont constitués à hauteur de 7 M€ de l'écart d'acquisition né du rachat de Lybernet SA.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

### .6.2.4 Note 5.4 Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Dettes nées d'opérations d'assurance** | 12,0 | 16,9 |
| -Assurés | 0,4 | 0,8 |
| -Autres dettes | 11,6 | 16,1 |
| **Dettes nées d'opérations de réassurance** | 2,5 | 1,9 |
| -Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires | - | - |
| -Autres dettes | 2,5 | 1,9 |
| **TOTAL** | 14,5 | 18,8 |

Les dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance sont à moins d'un an.

### .6.2.5 Note 5.5 Dettes envers les entreprises du secteur bancaire

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Entreprises d'assurance** | - | 2,1 |
| -Dettes envers les établissements de crédit | - | 2,1 |
| **Autres entreprises** | - | - |
| -Dettes envers les établissements de crédit | - | - |
| **TOTAL** | - | 2,1 |

Les dettes envers les entreprises du secteur bancaire sont à moins d'un an.

### .6.2.6 Note 5.6 Autres dettes

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Entreprises d'assurance** | 30,31 | 32,9 |
| -dépôts et cautionnements reçus | 8,81 | 8,4 |
| -Personnel et comptes rattachés | 2,34 | 3,9 |
| -Etat et organismes sociaux | 7,87 | 5,8 |
| -Autres dettes | 11,30 | 14,7 |
| **Autres entreprises** | 3,95 | 0,0 |
| -dépôts et cautionnements reçus | - | - |
| -Personnel et comptes rattachés | 2,26 | - |
| -Etat et organismes sociaux | 0,38 | 0,0 |
| -Autres dettes | 1,31 | 0,0 |
| **TOTAL** | 34,27 | 32,9 |

Les dépôts et cautionnements reçus correspondent au mois d'engagement demandé au client lors de la souscription d'un contrat d'assurance auto, multirisque habitation ou protection famille auprès de la société CARMA.
Les sommes versées par le client au titre du « mois d'engagement » sont destinées à compenser le non-paiement d'une prime ou portion de prime échue.

En cas de réalisation du contrat d'assurance, le mois de garantie est restitué intégralement à l'assuré sauf si cette résiliation résulte :

- Du non-paiement d'une cotisation après mise en œuvre des dispositions réglementaires relatives à l'article L 113-3 du code des assurances ;
- d'une nullité pour fausse déclaration intentionnelle (article L 113-8 du code des assurances).



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

### .6.2.7 Note 5.7 Comptes de régularisation passif

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Entreprises d'assurance** | 3,9 | 3,7 |
| -Intérêts et loyers courus non échus | - | - |
| -Produits constatés d'avance | - | - |
| -Autres | 3,9 | 3,7 |
| **Autres entreprises** | - | - |
| -Intérêts et loyers courus non échus | - | - |
| -Produits constatés d'avance | - | - |
| -Autres | - | - |
| **TOTAL** | 3,9 | 3,7 |

## 1.6.3 Note 6 Engagements reçus et donnés

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Engagements reçus** | - | - |
| **Engagements donnés** | - | - |
| **Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires** | 20,7 | 13,6 |

## 1.6.4 Note 7 Compte de résultat

| *(en millions d'euros)* | Note | Activités Assurance NON-Vie | Activités Assurance VIE | Autres Activités | 2018 | 2017 | Var. en € | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Primes émises | | 199,1 | 64,3 | - | 263,4 | 262,3 | 1,1 | 0,4% |
| Variation des primes non acquises | | 0,6 | - | - | 0,6 | 4,6 - | 4,0 | -87% |
| Primes acquises | Note 8.2 | 199,7 | 64,3 | - | 264,0 | 266,9 - | 3,0 | -1% |
| Produits d'exploitation bancaire | | - | - | - | - | - | - | 0% |
| Chiffres d'affaires ou produits des autres activités | | 0,9 | - | - | 0,9 | 0,9 - | 0,0 | -3% |
| Autres produits d'exploitation | | 1,6 | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 2,3 - | 0,6 | -26% |
| Produits financiers nets de charges | Note 7.1 | 4,0 | 0,3 | - | 4,3 | 5,7 - | 1,4 | -24% |
| Total des produits d'exploitation courante | | 206,2 | 64,6 | 0,0 | 270,9 | 275,8 - | 4,9 | -2% |
| Charges des prestations d'assurance | Note 7.2 - | 74,8 - | 10,34 - | 0,1 - | 85,2 - | 98,2 | 13,0 | -13% |
| Charges ou produits nets de cession en réassurance | - | 20,7 - | 0,1 | - - | 20,9 - | 21,9 | 1,0 | -5% |
| Charges d'exploitation bancaire | | - | - | - | - | - | - | 0% |
| Charges des autres activités | - | 4,9 | 6,8 | - | 1,9 - | 0,4 | 2,4 | -575% |
| Charges de gestion | Note 7.2 - | 95,9 - | 53,3 | - | 149,2 - | 140,8 - | 8,4 | 6% |
| Total des charges d'exploitation courante | - | 196,3 - | 66,9 - | 0,1 - | 253,3 - | 261,2 | 7,9 | -3% |
| Résultat de l'exploitation courante | | 9,9 | 7,7 - | 0,1 | 17,5 | 14,6 | 2,9 | 20% |
| Transferts intersectoriels | | 7,3 - | 6,8 - | 0,51 | 0,0 | - | 0,0 | 0% |
| Résultat de l'exploitation courante économique | | 17,3 | 0,8 - | 0,56 | 17,5 | 14,6 | 2,9 | 20% |
| Autres produits nets | | 0,1 | - | 0,0 | 0,1 - | 1,1 | 1,2 | -106% |
| Résultat exceptionnel | Note 7.3 - | 2,0 | 0,0 - | 0,0 - | 2,0 - | 0,5 - | 1,5 | 301% |
| Impôts sur les résultats | Note 7.4 - | 4,5 - | 0,2 - | 0,1 - | 4,9 - | 4,7 - | 0,2 | 3% |
| Résultat net des entreprises intégrées | | 10,8 | 0,6 - | 0,7 | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence | | | | | - | - | - | 0% |
| Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition | | | | | - | - | - | 0% |
| Résultat net de l'ensemble combiné | | | | | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Intérêts minoritaires | | | | | - | - | - | 0% |
| Résultat net (part du Groupe) | | | | | 10,7 | 8,3 | 2,4 | 29% |
| Résultat par action (en euros) | | | | | 7,0 | 5,4 | 1,6 | 29% |
| Résultat dilué par action (en euros) | | | | | - | - | | |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## .6.4.1 Note 7.1 Produits financiers nets de charges

| | Activités Assurance Non-Vie | Activités Assurance Vie | Autres Activités | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| *(En millions d'euros)* | | | | | |
| Revenus des placements | 5,9 | 0,5 | - | 6,3 | 5,9 |
| Autres produits des placements | - | - | - | - | - |
| Profits provenant de la réalisation des placements | 0,0 | - | - | 0,0 | 1,5 |
| **Produits des placements** | 5,9 | 0,5 | - | 6,3 | 7,3 |
| Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts | - 1,7 | - 0,2 | - | 1,8 | - 1,5 |
| Autres charges de placements | - | - | - | - | - |
| Pertes provenant de la réalisation des placements | - 0,2 | - | - | 0,2 | - |
| **Charges des placements** | - 1,8 | - 0,2 | - | 2,0 | - 1,5 |
| **TOTAL** | 4,0 | 0,3 | - | 4,3 | 5,8 |

## .6.4.2 Note 7.2 Charges de gestion

| *Ventilation des charges par nature (en millions d'euros)* | Activités Assurance Non-Vie | Activités Assurance Vie | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 8,53 | - | 8,53 | 5,81 |
| Impôts et taxes | 2,13 | 0,09 | 2,22 | 1,16 |
| Commissions | 71,69 | 59,77 | 131,45 | 124,49 |
| Dont commissions aux intermédiaires | 71,69 | 59,77 | 131,45 | 124,49 |
| Dont autres commissions | - | - | - | - |
| Achats et autres charges externes | 15,14 | 0,09 | 15,23 | 10,42 |
| Amortissements et provisions | 1,92 | - | 1,92 | 0,17 |
| Autres charges de gestion courante | - 0,11 | 0,00 | 0,10 | 1,41 |
| **Total** | 99,29 | 59,95 | 159,24 | 143,11 |

| *Ventilation des charges par destination (en millions d'euros)* | | | 2018 | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| Frais de règlement des sinistres | 18,13 | 11,14 | 29,27 | 26,80 |
| Frais d'acquisition | 65,66 | 47,42 | 113,08 | 101,63 |
| Frais d'administration | 14,69 | 0,84 | 15,53 | 13,96 |
| Frais internes et externes de gestion des placements | 0,80 | 0,00 | 0,80 | 0,72 |
| Autres charges techniques | 0,02 | 0,55 | 0,57 | 0,51 |
| Autres charges non techniques | - | - | - | - |
| **Total** | 99,29 | 59,95 | 159,24 | 143,11 |

## .6.4.3 Note 7.3 Résultat exceptionnel

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| *(En millions d'euros)* | | |
| Dotation et reprises provisions | 2,3 | 1,1 |
| Rappel impôts | - | - |
| Autres produits et charges | - 2,0 | - 0,5 |
| **TOTAL** | **0,3** | **0,6** |

## .6.4.4 Note 7.4 Impôt sur les résultats

La ventilation de la charge d'impôt entre impôts différés et impôts exigibles est la suivante :

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Impôts exigibles | - 6,5 | - 4,2 |
| Impôts différés | 2,4 | 0,3 |
| Variation des provisions fiscales | - 1,6 | |
| Total | - 5,6 | - 3,9 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Les impôts différés se décomposent ainsi :

| *(En millions d'euros)* | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Impôts différés issus des décalages temporaires | 3,3 | - 0,4 |
| Impôts différés issus des retraitements de consolidation | 1,2 | 1,2 |
| Total impôts différés enregistrés au bilan | 2,1 | 0,8 |
| Dont : | | |
| - actif (variation des provisions techniques) | - 2,8 | - 0,4 |
| - passif (provision d'égalisation) | 1,2 | 1,2 |

Par convention, les impôts différés actifs sont signés en moins.
Le rapprochement entre la charge d'impôt totale comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique, calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt le taux d'impôt applicable du Groupe CARMA est le suivant :

| Rationalisation de la charge d'impôt au 31 décembre N | Base | Impôts |
|---|---|---|
| Impôts des sociétés théorique sur le résultat comptable avant impôt | 14,7 | 5,1 |
| Autres impôts | | 0,8 |
| Autres effets (taux) | | 0,1 |
| Impact des impôts différés et des déficits non activés | | |
| Effet des différences permanentes | | 0,2 |
| Total | | - 5,6 |

Respectant la directive du Groupe Carrefour, le taux d'impôt exigible applicable au titre de l'exercice 2018 sur les provisions long terme est de 25.83 %. Sur les provisions aux décalages temporaires d'un an, le taux retenu est de 34.43%.

### .6.4.5 Note 7.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes des entités du périmètre consolidé du Groupe CARMA sont répartis suivant le détail ci-dessous :

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(En millions d'euros)* | KPMG | Pricewaterhouse-Coopers | Total | Total |
| Audit (Certification des comptes) | 0,16 | 0,06 | 0,22 | 0,29 |
| Autres prestations | - | - | - | - |
| TOTAL | 0,16 | 0,06 | 0,22 | 0,29 |

### .6.4.6 Effectif

- Point sur l'évolution du personnel

Parmi les 3 entités du Groupe, 2 recensent du personnel, à savoir Carma et Lybernet. Pour Carma, l'année 2018 a permis de stabiliser les effectifs, en parallèle, Lybernet poursuit sa transformation digitale et son développement notamment avec la commercialisation des produits affinitaires (GMN, chiens chats...).
La société n'a pas connu d'évolution d'organisation majeure.

- Départs

**Carma**

En 2018, 16 collaborateurs ont quitté Carma dont 5 dus à des fins de CDD, 1 à une mutation vers d'autres entités du groupe Carrefour et 1 dû à un départ en retraite.

Le turn over en 2018 est de 12,2 % tout contrat, et de 8,8 % sur les CDI.



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

En 2017 le turn over des CDI était de 6,6 %, cette évolution est principalement due à une dynamique de carrière plus forte que les années précédentes au sein de Carma entre BU
Carma a également embauché d'années en années davantage de collaborateurs appartenant à la dernière génération, pour lesquels la dynamique de carrière externe fait partie intégrante de leurs ambitions personnelles et professionnelles.
Cette dynamique permet d'intégrer au sein de Carma de nouvelles recrues possédant des compétences pointues sur nos domaines prioritaires de développement (notamment le digital, la connaissance client, le marketing).

Lybernet
En 2018, 36 collaborateurs ont quitté Lybernet dont 22 dus à des fins de CDD, 5 à des démissions, 1 dû à un départ en retraite, 2 fins de période d'essai à l'initiative de l'employeur et 6 pour autres motifs.
Le turn over en 2018 est de 1,82 % tout contrat, et de 0,75% sur les CDI.

- Les rémunérations et leur évolution

Carma
La rémunération mensuelle moyenne fin 2018 est de 2867 € contre 3018 € fin 2017 (tout contrat).
L'évolution de la masse salariale est retranscrite au travers des comptes sociaux annuels.

Lybernet
La rémunération mensuelle moyenne fin 2018 est de 2 215€ (tout contrat).
L'évolution de la masse salariale est retranscrite au travers des comptes sociaux annuels.

- L'organisation du temps de travail

Carma
Les collaborateurs bénéficient de 26 jours de congés payés et de 2 jours de fractionnement.
Dans le cadre du forfait jour défini, il est garanti aux salariés Cadres un nombre de 12 jours ouvrés de RTT.
Les collaborateurs appartenant au statut Non Cadre bénéficient de 6 jours de RTT.

Lybernet
Les collaborateurs bénéficient de 26 jours de congés payés et de 2 jours supplémentaires pour les cadres.
Dans le cadre du forfait jour défini, il est garanti aux salariés Cadres un nombre de 15 jours ouvrés de RTT.
Les cadres soumis aux horaires bénéficient de 10 jours ouvrés de RTT.
Les collaborateurs appartenant au statut Non Cadre plateaux bénéficient de 6 jours de RTT, les non cadres des fonctions support bénéficient de 10 jours ouvrés de RTT.

- L'emploi

Carma

L'effectif total de Carma au 31 décembre 2018 est de 103 collaborateurs (100 au 31/12/2017).
Un effectif plutôt en cours de stabilisation après une croissance d'effectif entre 2015 et 2017 due principalement à la dissolution du GIE Carrefour Personal Finance Services et à l'intégration de 17 collaborateurs de cette entité au sein de Carma en 2016.
Par ailleurs, l'évolution des orientations stratégiques de Carma a nécessité l'intégration de nouvelles compétences induisant des recrutements externes pour assurer son développement.
L'effectif de Carma au 31 décembre 2018 est composé de 30 Hommes (-7,4% vs 2017) et de 74 Femmes (+10% vs 2017).
70 Collaborateurs appartiennent au statut Cadre et 34 appartiennent au statut Non Cadre.
Au 31 décembre 2018 : 94 collaborateurs étaient en CDI, 10 collaborateurs étaient en CDD.
L'effectif s'intègre parfaitement dans le concept du Groupe Carrefour, innovant et investit dans l'abrogation de toute discrimination en notamment en termes d'égalité Hommes Femmes.

Lybernet
L'effectif total de Lybernet au 31 décembre 2018 est de 163 collaborateurs.
Un effectif plutôt en évolution, cohérent avec son développement.
Par ailleurs, l'évolution des orientations stratégiques du Groupe Carma Lybernet a nécessité l'intégration de nouvelles compétences induisant des recrutements externes pour assurer son développement.
L'effectif de Lybernet au 31 décembre 2018 est composé de 61 Hommes et de 102 Femmes.
49 Collaborateurs appartiennent au statut Cadre et 114 appartiennent au statut Non Cadre.
Au 31 décembre 2018 : 140 collaborateurs étaient en CDI, 23 collaborateurs étaient en CDD.
L'effectif s'intègre parfaitement dans le concept du Groupe Carrefour, innovant et investit dans l'abrogation



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

de toute discrimination en notamment en termes d'égalité Hommes Femmes.

- Les embauches

**Carma**

Carma a recruté, en 2018, 19 collaborateurs, dont 11 en CDI et 8 en CDD (intégrant les contrats de professionnalisation ou d'alternance).

Carma a favorisé, depuis ces dernières années, le développement de l'emploi en alternance.

**Lybernet**

Lybernet a recruté, en 2018, 43 collaborateurs, dont 11 en CDI et 32 en CDD (intégrant les contrats de professionnalisation ou d'alternance).

Lybernet a favorisé, depuis ces dernières années, le développement de l'emploi en alternance.

## 1.6.5 Note 8 Informations sectorielles

### .6.5.1 Note 8.1 Comptes de résultat sectoriels

#### 8-1-1 Compte technique de l'assurance non vie

| | 2018 | | | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions d'euros)* | Opérations brutes | Cessions et rétrocessions | Opérations nettes | Opérations nettes |
| **Primes acquises** | **199,7** | **- 15,9** | **183,8** | **183,4** |
| Primes émises | 199,1 | - 16,0 | 183,1 | 179,4 |
| Variation des primes non acquises | 0,6 | 0,0 | 0,6 | 3,9 |
| **Part du compte technique dans les produits nets des placements** | **2,4** | **-** | **2,4** | **3,2** |
| **Autres produits techniques** | **2,5** | **-** | **2,5** | **1,8** |
| **Charges des sinistres** | **- 74,8** | **- 4,8** | **- 79,6** | **- 91,1** |
| Prestations et frais payés | - 98,9 | 6,3 | - 92,6 | - 81,0 |
| Charges des provisions pour sinistres | 24,1 | - 11,1 | 13,0 | - 10,1 |
| **Charges des autres provisions techniques** | **- 0,0** | **-** | **- 0,0** | **0,3** |
| **Participation aux résultats** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Frais d'acquisition et d'administration** | **- 100,8** | **-** | **- 100,8** | **- 83,6** |
| Frais d'acquisition | - 86,5 | - | - 86,5 | - 70,3 |
| Frais d'administration | - 14,7 | - | - 14,7 | - 13,7 |
| Commissions reçues des réassureurs | 0,4 | - | 0,4 | 0,5 |
| **Autres charges techniques** | **- 0,0** | **-** | **- 0,0** | **- 9,6** |
| **Variation de la provision pour égalisation** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Résultat technique de l'assurance Non-Vie** | **29,0** | **- 20,7** | **8,3** | **4,5** |
| Participation des salariés | 0,0 | - | 0,0 | - 0,0 |
| Produits nets des placements hors part du compte technique | 1,6 | - | 1,6 | 2,0 |
| **Résultat de l'exploitation courante** | **30,7** | **- 20,7** | **9,9** | **6,4** |
| Transferts intersectoriels | 7,3 | - | 7,3 | 7,6 |
| **Résultat de l'exploitation courante économique** | **38,0** | **- 20,7** | **17,3** | **14,0** |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

## 8-1-2 Compte technique de l'assurance vie

| (en millions d'euros) | 2018 Opérations brutes | 2018 Cessions et rétrocessions | 2018 Opérations nettes | 2017 Opérations nettes |
|---|---|---|---|---|
| **Primes acquises** | 64,3 | - 0,3 | 64,0 | 66,1 |
| Part du compte technique dans les produits nets de placement | 0,2 | - | 0,2 | 0,2 |
| **Autres produits techniques** | 0,0 | - | 0,0 | 0,5 |
| **Charges des sinistres** | - 10,3 | 0,2 | - 10,1 | - 11,7 |
| - Prestations et frais payés | - 11,3 | 0,1 | - 11,1 | - 11,2 |
| - Charges des provisions pour sinistres | 0,9 | 0,1 | 1,0 | - 0,1 |
| **Charges des provisions techniques d'assurance vie et autres provisions techniques** | - | - | - | - |
| - Provisions d'assurance vie | - | - | - | - |
| - Provisions en unité de compte | - | - | - | - |
| - Autres provisions techniques | - | - | - | - |
| Participation aux résultats | - | - | - | - |
| **Frais d'acquisition et d'administration** | - 41,4 | - | - 41,4 | - 43,3 |
| - Frais d'acquisition | - 40,6 | - | - 40,6 | - 43,1 |
| - Frais d'administration | - 0,8 | - | - 0,8 | - 0,2 |
| - Commissions reçues des réassureurs | - | - | - | 0,0 |
| **Autres charges techniques** | - 5,1 | 0,0 | - 5,1 | - 4,9 |
| **Résultat technique de l'assurance Vie** | 7,7 | - 0,1 | 7,5 | 7,2 |
| Participation des salariés | - | - | - | - |
| **Produits nets des placements hors part du compte technique** | 0,1 | - | 0,1 | 0,2 |
| **Résultat de l'exploitation courante** | 7,8 | - 0,1 | 7,7 | 7,4 |
| Transferts intersectoriels | - 6,8 | - | - 6,8 | - 7,2 |
| **Résultat de l'exploitation courante économique** | 0,9 | - 0,1 | 0,8 | 0,2 |

## 8-1-3 Compte d'exploitation des autres activités

| (en millions d'euros) | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Chiffres d'affaires | - | 0,9 |
| Autres produits d'exploitation | 0,0 | - |
| Charges d'exploitation | - 0,1 | - 0,5 |
| **Résultat d'exploitation** | 0,1 | 0,4 |
| Produits financiers nets de charges | - | 0,0 |
| **Résultat de l'exploitation courante** | 0,1 | 0,4 |
| Transferts intersectoriels | - 0,5 | - 0,4 |
| **Résultat de l'exploitation courante économique** | - 0,6 | - |

## .6.5.2 Note 8.2 Autres informations sectorielles

Les primes acquises s'analysent ainsi par zone géographique :

| (en millions d'euros) | France | Espagne | Italie | Autres pays | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| **Année 2017** | 224,3 | 40,9 | 1,7 | - | 266,9 |
| **Année 2018** | 220,1 | 42,5 | 1,4 | - | 264,0 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Les primes acquises s'analysent ainsi par catégorie :

| *VIE (en millions d'euros)* | Décès | Prévoyance | Total affaires directes | Acceptation | Total général |
|---|---|---|---|---|---|
| Année 2017 | 59,1 | 1,8 | 60,9 | 5,5 | 66,4 |
| Année 2018 | 57,8 | 1,8 | 59,5 | 4,7 | 64,3 |

| *Non VIE (en millions d'euros)* | Assurance dommages | Assurances de personnes | Total affaires directes | Acceptation | Total général |
|---|---|---|---|---|---|
| Année 2017 | 150,0 | 45,1 | 195,1 | 5,4 | 200,5 |
| Année 2018 | 133,9 | 60,0 | 193,9 | 5,8 | 199,7 |



Copie certifiée conforme
AP / 30/08/2019 12:15:09
N° de dépôt - 2019/13086 / 330598616

Pour copie certifiée conforme délivrée le 30/08/2019
Page 62 sur 62